



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Première session ordinaire
Rome, 22-26 février 2021

Distribution: Générale	Point X de l'ordre du jour
Date: 30 novembre 2020	WFP/EB.1/2021/X-X/X/DRAFT
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de plan stratégique de pays – Colombie (2021–2024)

Durée	1 ^{er} mars 2021–31 décembre 2024
Coût total pour le PAM	654 322 693 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

* <https://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Résumé

Au cours des deux dernières décennies, la Colombie a connu une croissance économique remarquable. La pauvreté a été divisée par deux, l'extrême pauvreté réduite de près de 70 pour cent et le nombre de personnes sous-alimentées dans le pays a diminué de moitié, ce qui témoigne des efforts faits et de la volonté nationale de parvenir à un développement inclusif et durable; toutefois, l'action menée pour assurer une croissance inclusive dans toutes les régions et pour toutes les populations et dans l'ensemble des segments et des secteurs sociaux jugés prioritaires par le Gouvernement se heurte à des difficultés importantes. Les facteurs qui mettent en péril les bons résultats obtenus à ce jour sont notamment la violence perpétrée par des groupes armés organisés illégaux et l'existence de circuits économiques illicites qui fragilisent le tissu social. De plus, les phénomènes naturels extrêmes et le changement climatique continuent d'avoir des répercussions sur une grande partie du territoire national. Par ailleurs, l'Accord final conclu en 2016 avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie est en cours de mise en œuvre, et plusieurs mesures importantes ont été prises pour parvenir à une paix négociée dans la légalité.

Un évènement inattendu ces dernières années a été l'afflux massif de migrants en provenance de la République bolivarienne du Venezuela voisine, provoqué par la crise pluridimensionnelle qui

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. C. Scaramella
Directeur de pays
courriel: carlo.scaramella@wfp.org

secoue ce pays. La réaction des autorités colombiennes, qui ont estimé que cet afflux ouvrait des perspectives en matière de développement, constitue un exemple remarquable au niveau mondial, mais la migration représente toujours un défi s'agissant de fournir une assistance humanitaire tout en veillant à l'intégration sociale et économique des migrants et de leurs communautés d'accueil. La Colombie n'a pas échappé elle non plus aux lourdes conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus 2019, en particulier sur le plan des répercussions sociales et économiques des mesures de confinement préventives, qui menacent les acquis du développement obtenus à grand-peine dans la lutte contre la pauvreté et la malnutrition.

Les principales possibilités recensées pour aider le Gouvernement colombien à atteindre les objectifs de développement durable, notamment l'objectif 2 relatif à l'élimination de la faim, ont donc trait à la gestion des situations d'urgence humanitaires dues à de multiples facteurs; à la reconstitution et au renforcement des moyens d'existence des populations touchées par la violence, le changement climatique et d'autres chocs; à l'offre d'une assistance de qualité et à la création de possibilités de développement pour les migrants, les Colombiens rentrant chez eux et les communautés d'accueil, ainsi que pour les populations directement touchées par les répercussions socioéconomiques de la maladie à coronavirus; au renforcement des politiques publiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; et à l'amélioration de la capacité institutionnelle à venir en aide aux populations les plus vulnérables, y compris grâce à des systèmes de protection sociale inclusifs, à la gestion des situations d'urgence, au redressement rapide et à la réintégration socioéconomique après une crise.

Le plan stratégique de pays a été formulé en tenant compte de ces lacunes et de ces possibilités, en harmonie avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la Colombie (2020-2023), qui est le fruit d'un processus de consultation constructif mené avec le Gouvernement et est conforme à ses priorités pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du plan national de développement pour 2018-2022 intitulé "Pacte pour la Colombie, pacte pour l'équité". Ces priorités se retrouvent dans les trois piliers du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable: la stabilisation: paix dans la légalité; la migration en tant que facteur de développement; et l'assistance technique pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable jouant un rôle de catalyseur.

Sur la base de ces trois piliers et compte tenu des contributions que le PAM peut apporter à leur réalisation, les trois effets directs stratégiques du plan stratégique de pays sont les suivants:

- D'ici à 2024, les personnes et les communautés en situation de vulnérabilité alimentaire dans les municipalités PDET considérées prioritaires par le Gouvernement améliorent leur qualité de vie grâce au renforcement de leur résilience et de leurs moyens d'existence durables, et les autorités locales renforcent leurs capacités, contribuant ainsi à la stabilisation et à la consolidation des territoires, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien.
- Les migrants vénézuéliens, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil bénéficient d'une assistance humanitaire, d'un accès équitable à des services différenciés de qualité et d'un accès rapide et massif au marché du travail et à des options d'entrepreneuriat, l'accent étant mis sur la sécurité alimentaire et la nutrition, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien.

- Les politiques, les capacités institutionnelles, les systèmes et les services publics au service de la promotion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'inclusion sociale sont renforcés sur le plan technique et les populations vulnérables ont accès à une alimentation suffisante et nutritive tout au long de l'année afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable jouant un rôle de catalyseur, en particulier l'objectif 2, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien.

Le plan stratégique de pays s'articule autour de questions transversales qui guident ses interventions et renforcent son potentiel de transformation, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. Il est donc conçu de manière à faire évoluer les relations entre les sexes, à tenir compte des dimensions nutritionnelle, environnementale et sociale, à favoriser l'adaptation au changement climatique, et à intégrer et protéger les besoins des différentes populations, notamment les peuples autochtones et les populations d'ascendance africaine. Il répond aussi aux besoins spécifiques des personnes handicapées et présente des solutions pour leur intégration. Les interventions seront menées selon l'approche du triple lien, en rattachant l'assistance humanitaire au développement et à la consolidation de la paix en Colombie lorsque les conditions le permettront.

Le PAM collaborera avec l'équipe de pays des Nations Unies et établira des partenariats et une coordination solides d'ordre stratégique et opérationnel avec le Gouvernement colombien et ses institutions aux niveaux central et local, ainsi qu'avec les autres organismes des Nations Unies, des établissements universitaires, des organisations non gouvernementales et des entités de la société civile, en favorisant les partenariats avec les donateurs et les autres acteurs de la coopération afin que les résultats escomptés soient pleinement obtenus et qu'une contribution décisive soit apportée à l'élimination de la faim et de la malnutrition dans le pays.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la Colombie (2021-2024) (WFP/EB.1/2021/X-X/X), pour un coût total pour le PAM de 654 322 693 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. La Colombie est le quatrième plus grand pays d'Amérique du Sud, avec une superficie de 1 142 748 km² et une population de 50,4 millions d'habitants¹. Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, selon le classement le plus récent de la Banque mondiale, la Colombie est la quatrième économie de la région de l'Amérique latine. Selon l'indice de développement humain, elle se classe parmi les pays à développement humain élevé, avec un score de 0,76 qui la place au 79^{ème} rang sur 189 pays; cependant, l'indice de développement humain corrigé en fonction des inégalités est inférieur de 23,1 pour cent, et se situe à 0,58, tandis que l'indice d'inégalité de genre pour 2018 la place au 94^{ème} rang sur 162 pays²; en 2018, son coefficient de Gini était de 50,4³.
2. La Colombie a pris des mesures importantes en matière de développement durable dès le début du siècle. Entre 2010 et 2018, elle a sorti 4,7 millions de personnes de la pauvreté et 2,8 millions de l'extrême pauvreté. Le taux net total de scolarisation a augmenté de 12 pour cent entre 1996 et 2017. Quatre-vingt-quinze pour cent de la population sont affiliés au système de sécurité sociale national pour la santé, contre 29 pour cent en 1995. Enfin, le taux d'homicide a fortement baissé, passant de 66 homicides pour 100 000 habitants en 2000 à 24 en 2019⁴.
3. Les principaux obstacles au développement durable, qui sont recensés dans le plan national de développement pour 2018-2022 et l'analyse commune de pays des Nations Unies, sont notamment la stagnation de la productivité; l'emploi informel; les écarts au niveau de la population et des régions⁵; l'accès limité à des services de base de qualité; la violence⁶; l'existence de circuits économiques illicites et de groupes armés organisés dans les régions reculées où la présence institutionnelle est faible; le manque de transparence; la nécessité de renforcer la justice; et la vulnérabilité face aux catastrophes et au changement climatique⁷.

¹ 51,2 pour cent de femmes, 48,8 pour cent d'hommes, 22,6 pour cent de moins de 14 ans et 26,1 pour cent entre 14 et 18 ans. Dans tous les groupes d'âge, les femmes et les hommes sont également représentés, la proportion de femmes augmentant de façon marginale avec l'âge (34 ans et plus). Au total, le pays compte 14,2 millions de ménages, dont 6 millions sont dirigés par une femme; 6,3 pour cent de la population colombienne vit avec un handicap. Gouvernement colombien. 2018. Recensement national de la population et des logements. <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/proyecciones-de-poblacion>

² Programme des Nations Unies pour le développement. *Inequalities in Human Development in the 21st Century. Briefing note for countries on the 2019 Human Development Report: Colombia.* http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/COL.pdf

³ L'indice de Gini est une mesure de la dispersion statistique visant à représenter l'inégalité des revenus ou de la richesse au sein d'une nation ou de tout autre groupe de personnes. Groupe de la Banque mondiale. <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?locations=CO>.

⁴ Ces données ne sont pas ventilées par sexe ni par âge. Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la Colombie (2020–2023) (en espagnol). https://www.unicef.org/about/execboard/files/UNSDCF_2020-2023_original_firmado_completo.pdf

⁵ Cinquante-trois pour cent des personnes vivant dans l'extrême pauvreté ou la pauvreté modérée sont des femmes, le clivage le plus important étant évident chez les femmes rurales et les femmes de plus de 35 ans. Programme des Nations Unies pour le développement. *Las exclusiones más duras: mujeres en situación de pobreza moderada y extrema en Colombia.* <https://www.undp.org/content/dam/rblac/docs/Research%20and%20Publications/Empoderamiento%20de%20la%20Mujer/04%20Susana%20Martinez.pdf>

⁶ La violence armée a également un impact différencié et exacerbé sur les femmes et les filles autochtones ou d'ascendance africaine du fait de l'aggravation de l'exclusion, de la discrimination et de pratiques culturelles sexistes préexistantes au sein et en dehors de leurs communautés. <https://www.corteconstitucional.gov.co/relatoria/autos/2008/a092-08.htm>

⁷ Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la Colombie (2020-2023) (en espagnol). https://www.unicef.org/about/execboard/files/UNSDCF_2020-2023_original_firmado_completo.pdf

4. On estime que 6,3 millions de personnes sont touchées par la violence perpétrée par des groupes armés organisés illégaux⁸ et par des catastrophes naturelles; 5,1 millions d'entre elles ont besoin d'une assistance humanitaire⁹. Sur la totalité de la population à risque à la fin de 2019, on estime que 2,4 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire en raison du conflit et de phénomènes naturels¹⁰.
5. Par ailleurs, les problèmes posés par l'arrivée massive de migrants en provenance de la République bolivarienne du Venezuela ont augmenté ces dernières années¹¹. Ce flux migratoire est le plus important de l'histoire contemporaine de l'Amérique latine et des Caraïbes et le deuxième plus important au niveau mondial. Le nombre de Vénézuéliens qui se sont installés dans le pays a augmenté de manière exponentielle, passant de 39 000 à la fin de 2015 à 1,76 million en juillet 2020¹². Selon les estimations, 1 million se trouvent en situation irrégulière et 763 000 en situation régulière, 4,98 millions détiennent une carte de mobilité transfrontière (migration pendulaire) et 680 000 sont des Colombiens ayant pris le chemin du retour. Au total, 1,8 million de personnes devraient avoir besoin d'une assistance alimentaire et nutritionnelle, y compris les personnes dans les communautés d'accueil¹³. Face à ce défi énorme, la Colombie a réagi en appliquant une politique d'ouverture des frontières inspirée par le principe de solidarité. Le principal objectif est l'intégration économique des migrants, des populations d'accueil et des Colombiens retournant chez eux, y compris en fournissant une assistance globale en matière d'éducation, de santé et de bien-être familial et en faisant en sorte que la migration soit perçue comme ouvrant des perspectives en matière de développement, ce qui représente un modèle assez unique dans le paysage mondial de la gestion des migrations.
6. La Colombie est touchée par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) depuis mars 2020. Malgré une situation difficile, les restrictions et les mesures d'isolement social inspirées par des préoccupations de santé publique ont permis de limiter la propagation du virus; comme dans de nombreux autres pays, ces mesures ont toutefois eu un impact sur le

⁸ Selon le registre unique des victimes, la violence armée par cycle de vie en Colombie a eu un impact plus grand sur les personnes âgées de 29 à 60 ans (38,5 pour cent), suivies par les personnes âgées de 18 à 28 ans (22,4 pour cent) et les adolescents âgés de 12 à 17 ans (11,9 pour cent). De plus, 12,5 pour cent des victimes sont identifiées comme d'ascendance africaine et 4,6 pour cent comme autochtones; 5 pour cent sont handicapées et 1 pour cent a une orientation ou identité sexuelle non hégémonique. <https://www.unidadvictimas.gov.co/es/registro-unico-de-victimas-ruv/37394>.

⁹ L'aperçu des besoins humanitaires publié en mars 2020 présente les besoins humanitaires prévus jusqu'en décembre 2020. Il estime à 13,4 millions les personnes touchées par des causes diverses, dont 8,5 millions auraient besoin d'une forme ou d'une autre d'assistance humanitaire. Sur ce nombre, 5,1 millions sont touchées par la situation interne (conflit, violence et catastrophes naturelles), tandis que 3,5 millions sont des réfugiés et des migrants. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies. 2020. *Colombia Panorama de las Necesidades Humanitarias 2020*. (en espagnol) <https://www.humanitarianresponse.info/es/operations/colombia/document/humanitarian-needs-overview-2019>.

¹⁰ Ce chiffre ne comprend pas d'évaluation de la population touchée par les mesures de prévention de la COVID-19 et leurs retombées socioéconomiques.

¹¹ Le plus grand nombre des migrants de la République bolivarienne du Venezuela sont âgés de 20 à 34 ans, suivis par les filles et les garçons de moins de 10 ans. Au total, 52 pour cent sont des hommes et 48 pour cent des femmes. Les migrants sont couramment exposés à des actes de violence comme par exemple la discrimination et la xénophobie, le recrutement forcé, la violence sexuelle et la traite d'êtres humains. Les filles et les adolescentes migrantes courent un risque accru de violence sexuelle (y compris, traite de personnes aux fins d'exploitation commerciale, commerce du sexe forcé et agression sexuelle sur le lieu de travail) Profamilia. 2020. *Desigualdades en salud de la población migrante y refugiada venezolana en Colombia*. <https://profamilia.org.co/wp-content/uploads/2020/05/Desigualdades-en-salud-de-la-poblacion-migrante-y-refugiada-venezolana-en-Colombia-Como-mejorar-la-respuesta-local-dentro-de-la-emergencia-humanitaria.pdf>.

¹² Entre mars et juillet 2020, 3 pour cent de la population de migrants est rentrée en République bolivarienne du Venezuela en raison de l'impact des mesures d'isolement préventif contre la COVID-19. <https://data2.unhcr.org/es/documents/details/78581>.

¹³ Plateforme de coordination pour les réfugiés et les migrants du Venezuela. 2019. *RMRP 2020: Regional Refugee and Migrant Response Plan for Refugees and Migrants from Venezuela (January-December 2020)*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/72254.pdf>.

tissu social et la productivité économique du pays¹⁴. Au moment de la rédaction du présent document, le Gouvernement estimait que l'impact socioéconomique de la pandémie pourrait se traduire notamment par une réduction de 5,5 pour cent du produit intérieur brut (PIB)¹⁵, avec des répercussions directes et très fortes sur l'économie et le marché du travail du pays. La pandémie de COVID-19 a aussi eu des retombées sur les politiques de gestion des flux migratoires, les frontières ayant été fermées à titre provisoire à compter de mars 2020.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

7. La Colombie a pu avancer à grands pas sur la voie de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 grâce à l'intégration dès le début des objectifs de développement durable (ODD) dans son plan de développement national pour la période 2018-2022 et dans ses programmes de développement fondés sur une approche territoriale (PDET), à la création en 2015 de la Commission interinstitutions pour l'élaboration et la mise en œuvre effective du programme de développement pour l'après-2015 et des ODD et à la présentation d'examen nationaux volontaires au forum politique de haut niveau pour le développement durable en 2016 et 2018. La stratégie nationale pour la réalisation des ODD en Colombie garantit une convergence claire du plan de développement national pour 2018-2022, du "Pacte pour la Colombie, pacte pour l'équité", et du Programme 2030, en établissant un plan de suivi avec des indicateurs nationaux, des objectifs mesurables et des responsabilités institutionnelles. Ces mesures témoignent de l'action menée par le Gouvernement pour parvenir à un développement durable, "en ne laissant personne de côté".

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

8. *Accès à la nourriture.* Le nombre de personnes sous-alimentées a considérablement diminué cette dernière décennie, passant de 4,2 millions (9,7 pour cent de la population totale) en 2006 à 2,4 millions (4,8 pour cent) en 2018¹⁶; il reste toutefois de gros obstacles à surmonter, comme la pauvreté et la violence perpétrée par des groupes armés organisés illégaux, les vulnérabilités socioéconomiques, les déséquilibres territoriaux, les inégalités liées au sexe et à l'âge et les difficultés d'accès dues à des hausses des prix supérieures à l'indice des prix à la consommation pour les denrées composant l'assortiment alimentaire destiné aux familles¹⁷.

¹⁴ Les répercussions économiques sont plus lourdes pour les femmes et les filles. La pandémie a fait ressortir les inégalités, les pratiques sociales discriminatoires et le manque d'opportunités auxquels sont confrontées les femmes dans le monde. On a assisté à une augmentation de la charge de travail des femmes et des filles, y compris les soins et les travaux domestiques non rémunérés, ainsi que des activités génératrices de revenu. Les taux de violence sexiste, y compris violence familiale et domestique, ont également augmenté. Organisation des Nations Unies. 2020. *Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Women*. <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2020/06/report/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women/policy-brief-the-impact-of-covid-19-on-women-en-1.pdf>.

¹⁵ Entretien avec le Vice-ministre des finances publié sur le site web du Ministère des finances et du crédit public, 19 juillet, 2020. https://www.minhacienda.gov.co/webcenter/portal/SaladePrensa/pages_DetalleNoticia?documentId=WCC_CLUSTER-138579.

¹⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2019. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde: se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*. <http://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>. Au moment de la mise au point définitive du présent PSP, les nouveaux chiffres pour 2020 montraient une baisse de près de 6 points de pourcentage entre les périodes 2004/2006 et 2017/2019, la prévalence de la sous-alimentation dans l'ensemble de la population étant ramenée de 11,3 pour cent à 5,5 pour cent. http://www.fao.org/3/ca9692fr/online/ca9692fr.html#chapter-a1_1.

¹⁷ Y compris d'autres facteurs multidimensionnels qui ont une incidence sur l'accès aux aliments, comme l'appartenance ethnique et le handicap.

9. *Fin de la malnutrition.* La dénutrition, en particulier l'anémie et les carences en micronutriments, demeure un problème majeur. La dénutrition chronique continue de toucher principalement les populations dans les zones rurales, en particulier les populations autochtones et les minorités ethniques, avec un taux de prévalence de 15,4 pour cent contre 9 pour cent dans les zones urbaines¹⁸. Près de 90 pour cent des enfants autochtones de moins de 5 ans dans la région Pacifique souffrent de malnutrition chronique, contre 60 pour cent dans le sud et le nord du pays¹⁹. Si le taux de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est passé de 13,2 pour cent à 10,8 pour cent entre 2010 et 2015²⁰, la dénutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans a, elle, augmenté, passant de 0,9 pour cent à 2,3 pour cent pendant la même période²¹. Entre 2005 et 2014, 4 050 décès liés à la dénutrition ont été enregistrés chez les enfants de moins de 5 ans, soit une moyenne de 405 par an²². La dénutrition est également un problème chez les femmes et les filles enceintes²³, 14,2 pour cent des femmes enceintes et 21,4 pour cent des filles enceintes présentant une insuffisance pondérale²⁴.
10. Dans le même temps, le surpoids et l'obésité ont atteint des niveaux préoccupants ces dernières années. Chez les plus de 18 ans, la proportion de personnes en surpoids a augmenté de 10,6 points de pourcentage entre 2005 et 2015, pour atteindre 56,5 pour cent, tandis que la proportion de personnes obèses a augmenté de 4,9 points de pourcentage, pour s'établir à 18,7 pour cent. Les taux les plus élevés se rencontrent chez les femmes et les populations d'ascendance africaine²⁵. On estime que 42,6 pour cent des femmes et des filles enceintes sont en surpoids. De même, on a observé une augmentation du surpoids chez les enfants d'âge scolaire, la proportion étant passée de 18,8 pour cent en 2010 à 24,4 pour cent

¹⁸ Enquête nationale sur la situation nutritionnelle en Colombie (2015). <https://www.icbf.gov.co/bienestar/nutricion/encuesta-nacional-situacion-nutricional>.

¹⁹ Institut national de la santé. 2016. INS Bulletins. Extrait de l'analyse commune de pays du système des Nations Unies - Colombie, 2019.

²⁰ Ce pourcentage augmente chez les garçons (12,1 pour cent) et diminue chez les filles (9,5 pour cent) et, alors qu'il demeure à 10 pour cent chez les enfants "non-ethniques", il passe à 29,6 pour cent dans les communautés autochtones. Enquête nationale sur la situation nutritionnelle en Colombie (2015). <https://www.icbf.gov.co/bienestar/nutricion/encuesta-nacional-situacion-nutricional>.

²¹ La dénutrition globale chez les enfants de moins de 5 ans a augmenté, passant de 3,4 pour cent en 2010 à 3,7 pour cent en 2015, soit 3,5 pour cent chez les garçons et 3,8 pour cent chez les filles. Cet indicateur passe à 8 pour cent chez les enfants autochtones. Enquête nationale sur la situation nutritionnelle en Colombie (2015). <https://www.icbf.gov.co/bienestar/nutricion/encuesta-nacional-situacion-nutricional>.

²² Le taux brut de décès dus à la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans était de 6,82 pour 100 000 en 2014, mais certains départements, y compris Amazonas, Bolívar, Cesar, Chocó, Guainía, La Guajira, Magdalena, Putumayo et Sucre, présentent des taux supérieurs à la moyenne nationale, Vichada enregistrant le taux le plus élevé du pays, avec 91,08 décès pour 100 000 enfants de moins de 5 ans en 2014. Gouvernement colombien. 2016. *Análisis de Situación de Salud (ASIS) Colombia, 2016*. <https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/VS/ED/PSP/asis-colombia-2016.pdf>.

²³ En Colombie, le pourcentage de femmes âgées de 15 à 19 ans qui sont mères ou enceintes pour la première fois a diminué, passant de 20,5 pour cent en 2005 à 17,4 pour cent en 2015. Cette diminution était plus prononcée dans les zones urbaines, dans les régions offrant le plus de possibilités, parmi les femmes ayant les niveaux d'instruction les plus élevés et dans les quintiles supérieurs de la richesse. Pour leur part, 2,1 pour cent des hommes âgés de 15 à 19 ans sont pères. De plus, parmi les filles âgées de 13 à 19 ans qui sont mères, l'âge du père de leur premier enfant dépasse le leur d'au moins 6 ans dans 44,6 pour cent des cas; d'au moins 10 ans dans 19,5 pour cent des cas et de 20 ans dans 4,6 pour cent des cas. Les différences d'âge sont plus grandes en milieu rural qu'en milieu urbain. <https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/VS/ED/PSP/informe-determinantes-sociales-embarazo-en-adolescente.pdf>.

²⁴ Enquête nationale sur la situation nutritionnelle en Colombie (2015). <https://www.icbf.gov.co/bienestar/nutricion/encuesta-nacional-situacion-nutricional>.

²⁵ L'excès pondéral touche 59,5 pour cent des femmes en 2015 et 52,7 pour cent des hommes. Enquête nationale sur la situation nutritionnelle en Colombie (2015). <https://www.icbf.gov.co/bienestar/nutricion/encuesta-nacional-situacion-nutricional>

en 2015, ainsi que chez les adolescents, où elle est passée de 15,5 pour cent à 17,9 pour cent pendant la même période²⁶.

11. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Le poids relatif de l'agriculture dans le PIB, qui est actuellement de 6,2 pour cent, continue de reculer lentement, alors que 15,8 pour cent de la main-d'œuvre travailleraient dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage ou de la foresterie ou se livreraient à des activités connexes. Selon les estimations, 3,3 millions de personnes effectuent des travaux agricoles; 82,6 pour cent sont des hommes et 17,4 pour cent des femmes²⁷. Le secteur agricole est sans aucun doute la plus importante source d'emploi et de revenu dans les zones rurales, en particulier pour les hommes; toutefois, les rémunérations sont souvent inférieures au salaire minimum et la qualité de l'emploi est précaire, avec un taux d'emploi informel très élevé (environ 85,8 pour cent) et un ratio de couverture de sécurité sociale très faible²⁸.
12. L'agriculture familiale continue de jouer un rôle important en Colombie: on estime que 80 pour cent des agriculteurs appartiennent à ce groupe, et produisent 79 pour cent des denrées consommées dans le pays²⁹. Environ 30 pour cent des exploitants pratiquant l'agriculture familiale sont des femmes³⁰. Dans ce contexte, l'autonomisation des femmes rurales est jugée essentielle à l'obtention de résultats en matière de développement durable. Cependant, le secteur rural en Colombie pâtit depuis toujours des niveaux élevés de pauvreté et de violence, de la forte concentration et du caractère informel de la propriété foncière et des goulets d'étranglement existant dans la chaîne de valeur alimentaire, auxquels s'ajoute son exposition aux aléas naturels, y compris les chocs climatiques.
13. *Systèmes alimentaires durables.* Les disponibilités alimentaires sont certes suffisantes au niveau national (2 976 kilocalories par personne et par jour), mais la majeure partie des calories proviennent des céréales (24,1 pour cent), des sucres (22,9 pour cent), des huiles et des matières grasses (13,3 pour cent); seuls 200 grammes par personne et par jour de fruits et de légumes sont disponibles pour la consommation humaine, très en dessous des 400 grammes par jour recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé³¹. La production agricole est estimée à 31 144 905 tonnes³², tandis que les exportations de

²⁶ Il n'y a pas de différence notable dans le pourcentage des garçons et des filles d'âge scolaire en surpoids, mais la différence est très importante chez les adolescents de 13 à 17 ans, avec 21,2 pour cent chez les filles et 14,8 pour cent chez les garçons. Enquête nationale sur la situation nutritionnelle en Colombie (2015). <https://www.icbf.gov.co/bienestar/nutricion/encuesta-nacional-situacion-nutricional>

²⁷ Gouvernement colombien. 2019 Grande enquête intégrée auprès des ménages. (espagnol uniquement) 18,7 pour cent de la population employée dans l'agriculture est âgée de 10 à 24 ans, tandis que 58,6 pour cent a entre 25 et 54 ans et 17 pour cent a plus de 55 ans.

²⁸ Gouvernement colombien. 2015. *El campo Colombiano: un camino hacia el bienestar y la paz*. <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Agriculturapecuarioforestal%20y%20pesca/TOMO%201.pdf>.

²⁹ Comité National de Impulso de la Agricultura Familiar. 2016. "Vers un programme d'agriculture familiale (PAF) en Colombie". Tiré de *Agriculture familiale en Colombie. Études de cas fondées sur la multifonctionnalité et sa contribution à la paix*. Á. Acevedo-Osorio et J. Martínez-Collazos (eds). Bogota: Ediciones Universidad Cooperativa de Colombia - Corporación Universitaria Minuto de Dios - Agrosolidaria.

³⁰ 5,3 millions de femmes vivent dans les campagnes en Colombie et, alors que 61,4 pour cent des hommes vivent dans des zones rurales dispersées sur le territoire prennent les décisions concernant la production sur les terres, la proportion de femmes n'est que de 26 pour cent; le même pourcentage de femmes a aussi accès au matériel, au crédit et à l'assistance technique. <http://www.fao.org/colombia/noticias/detail-events/es/c/1184554/>

³¹ Gouvernement colombien, Institut colombien pour le bien-être familial et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2018. Bilan des disponibilités alimentaires pour la Colombie (2013). <https://www.icbf.gov.co/bienestar/nutricion/hoja-balance-alimentos-colombianos>

³² Dont 21 946 605 tonnes de produits agro-industriels (70,5 pour cent), 3 261 501 tonnes de tubercules et de bananes (10,5 pour cent), 2 911 827 tonnes de fruits (9,3 pour cent), 1 652 859 tonnes de céréales (5,3 pour cent) et 1 372 113 tonnes de légumes et de légumineuses (4,4 pour cent). Gouvernement colombien. 2019 *Encuesta Nacional Agropecuaria* (enquête agricole nationale). https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/agropecuario/enda/ena/2019/boletin_ena_2019-l.pdf

produits alimentaires s'élevaient à 5 434 738 tonnes en 2019³³. Par ailleurs, les importations de vivres tendent à augmenter, 14 232 585 tonnes de denrées ayant été importées en 2019, notamment des céréales, puis des matières grasses et des huiles, des fruits, du poisson, de la viande, des produits laitiers et du cacao³⁴. En outre, 9,76 millions de tonnes de nourriture sont perdues ou gaspillées tous les ans, ce qui équivaut à 34 pour cent des aliments destinés à la consommation humaine³⁵.

14. La sécurité alimentaire et la nutrition vont étroitement de pair avec la résilience et l'adaptation au changement climatique. La vulnérabilité environnementale de la Colombie se manifeste dans les taux élevés de déforestation, d'aridité et de désertification, assortis d'une accentuation de la raréfaction de l'eau, d'une multiplication des implantations sauvages et une hausse de la contamination des cours d'eau et des écosystèmes dont sont tributaires les populations rurales et ethniques. Les petits exploitants doivent renforcer leur capacité à utiliser l'assistance technique et les connaissances et à adopter des pratiques et des technologies agricoles durables qui permettent de faire face au changement climatique et d'utiliser les ressources naturelles de manière rationnelle. Dans ce contexte, à l'aide de processus innovants, comme l'approche à trois niveaux³⁶, le bureau de pays aidera les communautés autochtones et d'ascendance africaine à reconstituer, préserver et valoriser les connaissances ancestrales, car les semences et les espèces cultivées offrent la possibilité de faire progresser la protection et la valorisation des cultures, des valeurs et des identités locales³⁷.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

15. *Renforcement des capacités.* L'élimination de la faim en Colombie nécessite de renforcer les capacités aux niveaux national et local et de consolider et mobiliser de grands partenariats au service du développement durable. Le PAM possède une solide expérience des partenariats, acquise en travaillant aux niveaux central et territorial de manière coordonnée et efficace avec les principales institutions et organisations nationales chargées de l'élaboration des politiques publiques et de la mise en œuvre d'activités visant à réaliser l'ODD 2. Pour contribuer à la stabilisation et à la consolidation des territoires, le PAM a appuyé le renforcement des capacités des institutions locales et des personnes dans les communautés en promouvant des projets productifs et en élaborant des modèles pour le rétablissement et la réintégration des ex-combattants. Sur le plan de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise, le PAM a fourni au Gouvernement des conseils techniques concernant le renforcement des systèmes nationaux de gestion des risques et des catastrophes dans le cadre de l'équipe de pays pour l'action humanitaire et du groupe interinstitutions sur les flux migratoires mixtes, en tant que chef de file du module

³³ Gouvernement colombien, Dirección de Impuestos y Aduanas Nacionales. 2020. Annexe statistique relative au commerce extérieur (janvier-décembre 2018-2019). <https://www.dian.gov.co/dian/cifras/Paginas/EstadisticasComEx.aspx>

³⁴ Gouvernement colombien, 2020. Dirección de Impuestos y Aduanas Nacionales. Annexe statistique relative au commerce extérieur (janvier-décembre 2018-2019). <https://www.dian.gov.co/dian/cifras/Paginas/EstadisticasComEx.aspx>

³⁵ Gouvernement colombien. 2016. *Perdida y desperdicio de alimentos en Colombia*. https://mrv.dnp.gov.co/Documentos%20de%20Interes/Perdida_y_Desperdicio_de_Alimentos_en_colombia.pdf

³⁶ En tenant compte des enseignements tirés de la mise en œuvre du PSP (2017-2021), le bureau de pays continuera d'utiliser l'approche à trois niveaux pour aider les communautés locales à définir les activités qui permettront de construire des moyens d'existence durables et résilients.

³⁷ Cette tâche est traditionnellement déléguée aux femmes, qui font vivre les ménages, transmettent les savoirs traditionnels aux filles et aux garçons, appuient la récupération des pratiques et habitudes alimentaires et préservent les semences destinées à être plantées ou échangées. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Departamento Administrativo para la Prosperidad Social. *Comida, territorio y memoria Situación alimentaria de los pueblos indígenas colombianos*. (en espagnol) <http://www.fao.org/3/a-i4467s.pdf>

de la sécurité alimentaire et des transferts monétaires, conformément aux besoins et aux priorités définis par le Gouvernement³⁸.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

16. Les défis à relever pour éliminer la faim sont d'ordre structurel et conjoncturel. D'importants obstacles persistent, en particulier dans les zones rurales dispersées et parmi les communautés autochtones et d'ascendance africaine, où se concentrent la pauvreté et la malnutrition.
17. *Gestion des situations d'urgence et des risques de catastrophe.* La Colombie s'est affirmée comme l'un des chefs de file à l'échelle régionale de la gestion des risques de catastrophe, et dispose d'un système national fort de plus de 30 ans d'expérience qui a consolidé le cadre réglementaire et technique national. Compte tenu de la forte exposition du pays à des phénomènes socio-naturels extrêmes, les institutions locales bénéficieront d'une assistance technique visant à renforcer les normes nationales et la capacité à intervenir rapidement en cas d'urgence auprès des populations touchées, à favoriser le redressement rapide et le renforcement des moyens d'existence, à stimuler les marchés locaux et à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles afin de parvenir à l'intégration socio-économique des communautés vulnérables, des ex-combattants et, plus généralement, des populations touchées dans les zones rurales³⁹.
18. Pour faire face aux effets du changement climatique et mettre en place des systèmes alimentaires durables, il faut aider les personnes touchées à renforcer leurs capacités d'adaptation aux effets de la variabilité et du changement climatique, notamment par des activités qui permettent d'améliorer leurs moyens d'existence agricoles et la gestion des ressources naturelles, d'autonomiser sur un pied d'égalité les populations locales, de réduire les incertitudes entourant le sort des forêts et de contribuer à l'élimination des inégalités intersectorielles liées à la problématique hommes-femmes, à l'âge, au sexe, au handicap et à l'appartenance ethnique⁴⁰.
19. *Rétablissement et renforcement des moyens d'existence dans le cadre de la politique axée sur la paix dans la légalité.* La violence perpétrée par des groupes armés organisés illégaux a des conséquences négatives multiples et prolongées qui ont un impact direct à court, moyen et long terme sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations touchées. Le relèvement et le renforcement des moyens d'existence des victimes de la violence armée et l'assistance aux communautés en vue de leur intégration socioéconomique et productive seront décisifs, et contribueront à resserrer le triple lien entre action humanitaire, développement durable et paix.

³⁸ Les agriculteurs d'ascendance africaine et les petits exploitants, avec l'appui du Gouvernement colombien, continueront de renforcer leurs capacités de résilience et d'adaptation au changement climatique grâce à des contributions spécifiques, comme par exemple l'actuel projet binational du Fonds pour l'adaptation visant à renforcer les capacités d'adaptation par des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de consolidation de la paix. Ce projet pourrait devenir un modèle d'intégration des connaissances traditionnelles et scientifiques pour la prise de décisions et l'élaboration des politiques qui aide à surmonter les défis posés par la crise climatique en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et qui est susceptible d'être transposé à l'échelle nationale et régionale.

³⁹ Chaque fois que possible, et en coordination avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural, le Ministère de l'environnement et du développement rural et le Département de la planification nationale, le bureau de pays promouvra l'intégration de solutions de financement des risques innovantes comme l'assurance agricole, la micro-assurance et l'assurance indexée sur les conditions climatiques.

⁴⁰ La problématique hommes-femmes, le changement climatique et la sécurité sont étroitement liés. Les risques liés à la sécurité (comme la perte de moyens d'existence et la rivalité autour de ressources rares) provoqués par le changement climatique touchent de façon disproportionnée les femmes et les filles de tous les âges, qui disposent de moins de ressources et de possibilités pour s'adapter aux transformations climatiques. Cette situation a conduit à gérer les normes sociales et les structures de pouvoir liées à la problématique hommes-femmes dans le cadre de la gestion du changement climatique afin d'autonomiser les femmes sur le plan politique et économique et de renforcer leurs contributions à la paix. <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/32638/GCS.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

20. *La migration en tant que facteur de développement.* L'arrivée de 1,76 million de migrants vénézuéliens et l'afflux d'un demi-million de Colombiens retournant chez eux constituent un défi pour le pays sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Au-delà des investissements importants réalisés par le Gouvernement pour permettre de faire efficacement face au phénomène de la migration, le principal défi à relever est celui de l'intégration économique et sociale des populations de migrants et des communautés d'accueil. Il est donc nécessaire de lier des interventions d'aide humanitaire de qualité aux mécanismes d'assistance découlant des politiques nationales en matière d'inclusion sociale, ainsi qu'à des possibilités d'emploi, des options d'entrepreneuriat et des moyens d'existence urbains, parmi les autres aspects à prendre en compte pour faire progresser les efforts multisectoriels simultanés.
21. *Renforcement des politiques publiques concernant la sécurité alimentaire et la nutrition et des capacités institutionnelles.* La Colombie progresse sur la voie de l'élaboration d'une politique pour la garantie progressive du droit fondamental à l'alimentation et la création d'un système connexe de coordination institutionnelle⁴¹, ce qui lui permettra de disposer d'un cadre institutionnel plus robuste aux niveaux national et territorial, associant le secteur privé et la société civile. Une politique relative aux pertes et au gaspillage alimentaires est également en cours d'élaboration, de même que d'autres instruments réglementaires. Ces mesures et d'autres qui visent à renforcer les grandes orientations, notamment celles concernant la malnutrition - l'accent étant mis sur la prévention du surpoids et de l'obésité - et l'eau et l'assainissement, seront essentielles pour obtenir les résultats escomptés sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux national et territorial dans les domaines liés à la gestion de l'information au service de la planification et de la prise de décisions compte tenu des différentes réalités locales et des dimensions urbaines et rurales facilitera la mise en place des grandes orientations. Renforcer la capacité à mettre au point des interventions sociales axées sur l'équité entre les sexes et sur une approche intersectorielle des comportements et des pratiques, et qui appuient la sécurité alimentaire et nutritionnelle, permettra de progresser dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, dans la sphère publique comme dans la sphère privée⁴².
22. *Faire face aux répercussions des mesures prises pour prévenir, endiguer et atténuer la COVID-19.* Le groupe de travail de l'équipe de pays des Nations Unies mène actuellement une étude pour mesurer l'impact socioéconomique de la pandémie. Les mesures de prévention, de confinement et d'atténuation prises au niveau mondial ont eu de profonds effets, en particulier sur l'économie, l'emploi et le bien-être, et, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, entraîneront une aggravation de la pauvreté et de l'extrême pauvreté⁴³. En Colombie, ces mesures ont une incidence particulière sur les moyens d'existence des populations urbaines pauvres dans le secteur informel, y compris les migrants dont les sources de revenus sont précaires, et devraient avoir un impact direct sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations les plus pauvres et les plus vulnérables⁴⁴.

⁴¹ Système pour la garantie progressive du droit à l'alimentation.

⁴² En particulier, par la production d'informations différenciées au niveau rural et dans les communautés d'ascendance africaine et autochtones.

⁴³ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2020. *Political and social compacts for equality and sustainable development in Latin America and the Caribbean in the post-COVID-19 recovery*. Special report No. 8. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/46146/1/S2000672_en.pdf

⁴⁴ La pandémie va creuser les inégalités entre les femmes et les hommes, ce qui rendra essentiel de mettre les femmes et les filles dans toutes leurs diversités au centre de l'action à mener, en même temps que les populations les plus vulnérables (comme les communautés ethniques et les personnes handicapées).

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

23. Le premier plan stratégique de pays (PSP) pour la Colombie couvrait la période 2017-2021 et était centré sur cinq effets directs stratégiques: amélioration de la durabilité des systèmes alimentaires, renforcement de la capacité à réaliser les ODD, renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition des petits exploitants, prévention de la malnutrition et appui aux populations touchées par des situations d'urgence et à leurs moyens d'existence, la problématique hommes-femmes et la protection étant des thèmes transversaux. Pendant la mise en œuvre, des changements importants sont survenus dans le pays, en particulier la forte augmentation des migrations mixtes en provenance de la République bolivarienne du Venezuela et l'apparition de la COVID-19 en Colombie en mars 2020. Le PAM a donc dû procéder à des ajustements et des adaptations considérables de ses programmes et de ses opérations. Parallèlement, il a continué à fournir une assistance humanitaire d'urgence à des milliers de personnes touchées par des catastrophes et par la violence perpétrée par des groupes armés organisés illégaux.
24. Depuis la mi-2018, le PAM appuie l'action menée par le Gouvernement pour faire face au phénomène migratoire vénézuélien, et met en œuvre des interventions humanitaires visant les populations les plus vulnérables, notamment les populations de migrants vénézuéliens, les Colombiens retournant chez eux et les populations d'accueil, en particulier dans les zones frontalières avec la République bolivarienne du Venezuela et l'Équateur. En 2019, le PAM a pu venir en aide à 1,4 million de personnes dans le contexte de la crise migratoire, en travaillant en étroite collaboration avec les institutions nationales et en totale concertation avec ses partenaires du système des Nations Unies et de la société civile.
25. Parallèlement, le PAM a fourni une assistance technique au Gouvernement colombien pour l'élaboration de politiques publiques, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que de l'alimentation scolaire, et a travaillé à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation et de résilience liées au développement rural parmi les communautés touchées, tout en aidant les femmes et en favorisant leur autonomisation dans tous les contextes, à titre d'activité transversale⁴⁵. Avec l'apparition de la COVID-19, le PAM a adapté ses modalités d'intervention et, à la demande du Gouvernement, a élargi la portée et la gamme de ses programmes et de ses interventions pour faire face aux nouvelles exigences en matière d'aide humanitaire et d'appui aux moyens d'existence, sur fond d'accroissement des besoins.
26. En 2019, un examen à mi-parcours du PSP a permis de recenser les meilleures pratiques, les défis à relever et les possibilités d'action et de formuler des recommandations pour le PSP suivant, notamment: reconnaître l'importance du rôle joué par le PAM dans les interventions d'urgence; simplifier la structure du PSP, en réduisant les activités et en renforçant les domaines d'action privilégiés stratégiques du PAM grâce à une vision organique et à une stratégie globale; renforcer les programmes fondés sur des données factuelles pour des interventions plus durables; faire du renforcement des capacités nationales dans les domaines de la nutrition, de la problématique hommes-femmes et de la protection un

⁴⁵ Le PAM en Colombie œuvre pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans tous ses domaines d'intervention. Pendant la conception de projet, les bureaux de terrain et les partenaires recensent les principales disparités entre les sexes et lacunes en matière de protection et définissent les actions qui doivent permettre d'y remédier. De cette manière, le PAM appuie l'égalité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de ses programmes et assure que ses interventions ne nuisent pas aux bénéficiaires. Le PAM soutient également des projets de nature à promouvoir l'autonomisation, le leadership et le plaidoyer des organisations de femmes dans différentes régions de la Colombie et mène des activités spécifiques contre la violence sexiste. Le rôle de chef de file joué dans les sous-groupes de coordination interorganisations sur la problématique hommes-femmes au niveau local a permis une plus grande efficacité dans les interventions.

résultat transversal de toutes les activités; et définir une stratégie de retrait et de travail claire fondée sur le transfert progressif des responsabilités au Gouvernement.

2.2 Harmonisation avec les plans de développement nationaux, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

27. Le PSP pour 2021-2024 a été établi de manière à être harmonisé avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la Colombie (2020-2023) (ci-après le "plan-cadre de coopération") et à tenir compte de la récente réforme des Nations Unies, qui appelait l'ensemble des institutions, fonds et programmes à aligner leurs interventions sur les priorités nationales et à travailler de manière concertée à la réalisation du Programme 2030. Le PSP illustre donc pleinement les efforts faits par le PAM pour compléter et appuyer les mesures prises par l'État dans les domaines stratégiques hissés au rang de priorités par le Gouvernement, en intervenant aux niveaux national, régional et municipal.
28. Le plan-cadre de coopération, arrêté par le Gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies, définit trois domaines stratégiques clés: la stabilisation: paix dans la légalité; la migration en tant que facteur de développement; et l'assistance technique pour accélérer la réalisation des ODD jouant un rôle de catalyseur⁴⁶. Le PAM s'est appuyé sur ces trois piliers pour élaborer le PSP, en tenant compte du mandat, des capacités et des avantages comparatifs qui sont les siens.
29. Le PSP a été établi en concertation avec les autres institutions, fonds et programmes du système des Nations Unies présents en Colombie afin d'assurer un alignement optimal et appuyer ainsi les initiatives et les actions du Gouvernement dans les domaines stratégiques définis par le plan-cadre de coopération, et optimiser les efforts, les ressources et les résultats. Le PSP s'inspire également de la stratégie interinstitutions pour la sécurité alimentaire et la nutrition élaborée par le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il tient compte du plan de travail conjoint mis en œuvre par la FAO, le Fonds international de développement agricole et le PAM pour renforcer la complémentarité interinstitutions et créer des solutions collectives et mieux intégrées qui permettent d'intensifier les efforts conjoints pour contribuer à la réalisation de l'ODD 2. Le PSP se fait également l'écho de la participation du PAM au plan de réponse humanitaire (2021), au plan de réponse intersectoriel à la COVID-19 (2020) et au plan régional d'intervention de 2021 relatif aux réfugiés et aux migrants; les activités et les interventions menées au titre du PSP seront harmonisées avec tout autre plan d'action humanitaire interinstitutions qui pourra être élaboré à la demande du Gouvernement.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

30. Le PSP a été élaboré dans le contexte de la COVID-19, et des mécanismes de consultation virtuels et à distance ont été utilisés pour convenir avec le Gouvernement de la ligne de visée⁴⁷ et pour communiquer les effets directs et les produits escomptés aux partenaires principaux comme les donateurs, les partenaires coopérants et la société civile. Les

⁴⁶ La problématique hommes-femmes est une approche transversale dans le plan-cadre de coopération, qui est intégrée dans les stratégies de prévention de la violence sexiste, et transparaît dans l'émancipation économique, la promotion des relations entre les sexes sur un pied d'égalité, et l'exercice des responsabilités et la participation des femmes et des filles dans leur diversité s'agissant d'ethnie, d'âge et de sexe dans le domaine stratégique 1; dans l'assistance humanitaire intégrée, différenciée, coordonnée et de qualité fournie aux migrants, y compris les enfants et les adolescents, les femmes et les personnes victimes de violence sexiste dans le domaine stratégique 2; et dans le renforcement de l'action menée par le Gouvernement pour mettre en œuvre des mesures visant à réaliser l'égalité entre les sexes (effet stratégique 3.2) dans le domaine stratégique 3.

⁴⁷ Différentes réunions ont été tenues avec le Gouvernement, sous la direction du Ministère des Affaires étrangères et de l'Agence présidentielle pour la coopération internationale, et trois examens détaillés du PSP ont été réalisés afin d'assurer l'alignement avec le plan-cadre de coopération et les priorités nationales.

consultations ont été inclusives et diverses afin d'articuler les actions, de créer des synergies et de rassembler les volontés⁴⁸.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

31. Le PSP contribuera directement à l'obtention des résultats et à la réalisation des activités convenus avec le Gouvernement conformément au plan-cadre de coopération et à ses trois domaines stratégiques.
32. Au regard du premier domaine stratégique, les interventions du PAM appuieront la mise en œuvre de la politique de paix dans la légalité dans les municipalités PDET considérées prioritaires par le Gouvernement. Cela supposera de travailler avec les communautés vulnérables et de mettre l'accent sur les facteurs ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des personnes, notamment la violence perpétrée par les groupes armés organisés illégaux, les phénomènes météorologiques extrêmes et le changement climatique à évolution lente. Au sein de ces communautés, le PAM travaillera avec des groupes précis qui présentent des conditions et des vulnérabilités particulières, comme les ex-combattants, les populations autochtones ou d'ascendance africaine, les productrices et les jeunes. En améliorant les moyens d'existence, la capacité d'intégration socioéconomique et productive et la résilience en général, le PAM s'attachera aussi à renforcer les capacités des institutions. Pour ce qui est des systèmes, l'action visera à renforcer la capacité des institutions locales en matière de gestion et d'analyse de l'information et des données en vue d'améliorer la qualité de la conception et de la mise en œuvre des programmes et des interventions.
33. S'agissant du deuxième domaine stratégique du plan-cadre de coopération, le PAM aidera le Gouvernement à fournir une aide humanitaire d'urgence aux migrants vénézuéliens, aux Colombiens retournant chez eux et aux communautés d'accueil, et centrera son action sur les services alimentaires et nutritionnels qui permettent de sauver des vies. Afin d'assurer la durabilité et l'intégration des approches, les activités du PAM seront conçues de manière à compléter et appuyer les interventions des instances publiques, comme les politiques et les programmes d'inclusion et de protection sociales, ainsi que les interventions et les mesures visant à favoriser la réintégration socioéconomiques et à créer des conditions propices au redressement rapide, l'accent étant mis sur la valorisation du capital humain et les moyens d'existence en milieu urbain. Des stratégies d'éducation et de communication pour la prévention de la xénophobie seront également élaborées pour promouvoir l'intégration sociale.
34. Au titre de l'engagement pris par le PAM d'aider les pays à éliminer la faim et conformément au troisième domaine stratégique du plan-cadre de coopération, une assistance technique sera fournie et le renforcement des capacités assuré afin d'améliorer au niveau national les politiques, les systèmes, les services et les capacités liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, y compris les systèmes d'alerte rapide, la préparation aux catastrophes et les interventions en cas de crise ainsi que la protection sociale, l'accent étant mis sur les personnes en situation de grande vulnérabilité⁴⁹. Un appui sera également apporté au Gouvernement pour l'aider à renforcer ses programmes, prévoyant: un programme de

⁴⁸ Les organisations de femmes ont été consultées et leurs recommandations et contributions ont été recueillies afin de renforcer la formulation et la mise en œuvre du PSP. Une organisation représentant les personnes vivant avec un handicap a également été consultée.

⁴⁹ Les activités relevant de ce domaine stratégique complètent celles menées au titre des deux autres domaines stratégiques mais interviennent au niveau national, l'assistance technique et le renforcement des capacités visant à renforcer les politiques, les systèmes et la capacité globale du pays et à aider les institutions nationales à mettre en place des structures de renforcement de la résilience permettant de remédier au large éventail de vulnérabilités et de chocs qui compromettent la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes.

collations à l'école dans les territoires prioritaires, qui viendra compléter l'alimentation scolaire nationale; un appui à la formulation d'une politique nationale d'alimentation scolaire inclusive tenant compte des caractéristiques et des particularités régionales et locales; et un soutien à l'action menée par le pays pour mettre fin à la malnutrition et fournir des services nutritionnels aux populations les plus vulnérables, en particulier les enfants de moins de 5 ans et les filles et les femmes enceintes ou allaitantes.

35. Le PSP se fait l'écho de plusieurs préoccupations transversales qui déterminent son orientation stratégique globale et appuient son potentiel de transformation, à savoir: la nutrition, une approche à dimension nutritionnelle étant intégrée à toutes les interventions pour s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes⁵⁰, également prises en compte dans toutes les activités, une attention particulière étant accordée à l'amélioration de la représentation des femmes et à l'appui aux normes sociales équitables; les groupes ethniques – populations autochtones et d'ascendance africaine –, la promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que de la résilience au profit des plus vulnérables devant contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités; le renforcement des capacités nationales et locales et l'innovation, l'objectif étant d'obtenir des résultats durables aux niveaux national, local et communautaire en apportant un soutien technique aux institutions gouvernementales pour renforcer les politiques, les capacités, les systèmes et les services publics et stimuler l'innovation afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau national; l'environnement, des mesures à dimension environnementale devant permettre de renforcer les politiques de gestion et d'évaluation de l'écosystème; les personnes handicapées, l'objectif étant notamment de promouvoir et de protéger leurs droits et d'éliminer les obstacles à leur participation aux possibilités de développement; et la protection, toutes les activités devant être menées de façon sûre et digne, dans le respect des besoins, des cultures, des diversités, des droits et des capacités des personnes et des communautés, sans discrimination ni stigmatisation.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2024, les personnes et les communautés en situation de vulnérabilité alimentaire dans les municipalités PDET considérées prioritaires par le Gouvernement améliorent leur qualité de vie grâce au renforcement de leur résilience et de leurs moyens d'existence durables, et les autorités locales renforcent leurs capacités, contribuant ainsi à la stabilisation et à la consolidation des territoires, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

36. Si le PAM appuie l'action du Gouvernement visant à réintégrer les ex-combattants, les personnes et les communautés vulnérables touchés par la violence perpétrée par les groupes armés organisés illégaux, le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les mesures de prévention, de confinement et d'atténuation de la COVID-19 dans les municipalités et les territoires PDET jugés prioritaires par le

⁵⁰ Conformément au plan stratégique du PAM pour 2017-2021, à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et au plan d'action concernant la problématique hommes-femmes du PAM, une attention particulière sera accordée aux aspects liés à la problématique hommes-femmes pendant la mise en œuvre et le suivi du PSP afin de garantir que les programmes et les politiques appuient le partage des rôles, des relations, des responsabilités et de la maîtrise des ressources sur un pied d'égalité entre les femmes et les hommes. Le PAM veillera, notamment, aux aspects suivants: ventilation de toutes les données relatives aux personnes en fonction du sexe, de la problématique hommes-femmes et de l'âge; intégration d'analyses par sexe et par âge dans l'ensemble des évaluations et des activités de recherche, d'assistance technique, de production de connaissances, de gestion de l'information et dans les travaux connexes; intégration systématique de la problématique hommes-femmes dans tous les programmes et interventions humanitaires; et participation équitable des femmes, des hommes, des filles et des garçons (ainsi que de leurs organisations et de leurs institutions) selon des modalités propres à favoriser leur autonomie et à contribuer à l'obtention de résultats en matière d'égalité des sexes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Gouvernement, avec la participation sur un pied d'égalité des femmes et des hommes, en améliorant leur résilience et leurs moyens d'existence et en encourageant la convergence entre l'action humanitaire, le développement durable et la paix, alors la Colombie sera mieux à même de renforcer la présence et l'offre institutionnelle du Gouvernement aux municipalités PDET, de garantir les droits des populations les plus touchées par le conflit et, enfin, de parvenir à la stabilisation et à la consolidation des territoires sans laisser personne de côté.

Domaine d'action privilégié

37. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

38. Cet effet direct est en harmonie avec les priorités nationales énoncées dans le plan-cadre de coopération, plus précisément le domaine stratégique 1 (la stabilisation: paix dans la légalité), en particulier les résultats 1.1, 1.2 et 1.3.

Produits escomptés

39. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- i) Les communautés visées à titre prioritaire par le Plan global de réparations collectives, les plans de retour et de réinstallation et d'autres programmes d'aide aux victimes dans les municipalités PDET, y compris les programmes axés sur les groupes ethniques et destinés à venir en aide aux populations subissant les répercussions de la COVID-19 ou de catastrophes sur ces territoires, reçoivent une assistance alimentaire et technique pour reconstituer leurs moyens d'existence, ce qui contribue à améliorer leur sécurité alimentaire et à renforcer leur résilience et leurs capacités d'adaptation au changement climatique.
- ii) Les petits producteurs, les ex-combattants et les membres des communautés prioritaires, y compris les groupes autochtones et d'ascendance africaine, reçoivent une assistance technique pour améliorer leur productivité ainsi que certains aspects économiques et commerciaux en vue d'accroître la durabilité et le potentiel commercial de leurs produits, les femmes et les hommes étant ciblés de manière équitable, et des initiatives sont prévues pour resserrer les liens avec les marchés et accroître l'autosuffisance, créer des potagers scolaires et promouvoir l'émancipation économique des femmes ainsi que la restauration écologique et environnementale, les groupes ethniques étant dûment pris en considération.
- iii) Les femmes, les jeunes et les autres groupes prioritaires reçoivent une assistance alimentaire et technique destinée à améliorer leurs connaissances non spécialisées, accroître les débouchés et renforcer l'entrepreneuriat, le secteur des services à la personne et la prise en main par les communautés de la mise en œuvre des initiatives PDET et du relèvement économique et social.
- iv) Le Gouvernement et les institutions nationales et locales renforcent les capacités et l'accès aux outils d'information et d'analyse liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'au relèvement économique, contribuant ainsi à la stabilisation et à la consolidation des territoires.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir un appui technique aux institutions nationales et locales, et une assistance alimentaire, technique et productive aux ex-combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie, aux communautés vulnérables (y compris les communautés autochtones ou d'ascendance africaine), aux petits producteurs et aux jeunes, à parts égales entre les femmes et les hommes, afin de renforcer la résilience, l'intégration économique, l'adaptation au changement climatique et l'analyse concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, contribuant ainsi à la construction de modèles pour la consolidation des territoires, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

40. Le PAM travaillera aux côtés des services nationaux intervenant dans la gestion des risques, l'assistance d'urgence et la protection sociale, y compris au profit des populations touchées par des catastrophes et la COVID-19 dans les municipalités prioritaires, pour renforcer les capacités nationales et locales d'intervention d'urgence et humanitaire, une attention particulière étant accordée à la conception de programmes spécialement adaptés, à l'élaboration de méthodologies spécifiques et à la fourniture d'instruments d'assistance technique et de capacités qui complètent et renforcent l'action institutionnelle. Le PAM mettra aussi l'accent sur la mise en œuvre de mesures en faveur de la reconstitution rapide des moyens d'existence des populations touchées.
41. Le PAM appuiera le renforcement des moyens d'existence et l'intégration socioéconomique des membres des communautés vulnérables dans les zones rurales, ainsi que des ex-combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Il appuiera aussi la promotion d'une production écologiquement durable, la stimulation des marchés et l'accès à ceux-ci, avec la participation sur un pied d'égalité des femmes et des hommes (l'accent étant mis sur l'émancipation économique des femmes) et des jeunes, pour accroître leur autonomie économique et leur aptitude à faire valoir leurs droits et à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition. Il fournira également des possibilités de transformation aux exploitants familiaux, moyennant notamment: l'intégration des compétences générales et spécialisées, le renforcement des capacités d'adaptation, de la résilience, des moyens d'existence et la création de revenus, la transformation des relations entre les sexes en encourageant la maîtrise des ressources et le partage des responsabilités sur un pied d'égalité, ainsi que l'amélioration de la gestion agroécologique et de la sécurité alimentaire. Le PAM continuera de renforcer le lien entre les producteurs locaux et le programme d'alimentation scolaire, en fournissant une assistance technique aux petits exploitants.
42. Afin de promouvoir l'intégration économique, le PAM s'attachera en particulier à développer les moyens d'existence et les possibilités de création de petites entreprises, en facilitant l'accès équitable à l'emploi et aux services financiers⁵¹. Le PAM collaborera avec le Gouvernement, les autres organisations et institutions financières pour fournir des activités de formation et des ressources aux personnes ciblées afin de créer un capital humain et de faciliter l'accès à des possibilités d'emploi et des services financiers spécifiques.
43. Par le biais d'interventions de renforcement des capacités innovantes visant à améliorer les moyens d'existence et la résilience, les autorités locales amélioreront leur aptitude à mettre en œuvre des programmes de protection et d'inclusion sociale et économique, ainsi que leurs compétences en matière de gestion des ressources et la qualité de la prestation des services à la communauté.
44. Le PAM aidera le Gouvernement à faire face à l'impact de la COVID-19 dans le pays, notamment grâce à des programmes qui permettent d'améliorer la santé, la sécurité alimentaire et la nutrition; d'appuyer les travailleurs, les producteurs et les marchés locaux; et de stimuler la relance de la production agricole à court et à moyen terme. Toutes les

⁵¹ Y compris, épargne, crédit et microassurance.

interventions seront en harmonie avec le plan d'action intersectorielle face à la COVID-19 et le plan de réponse humanitaire⁵².

Effet direct stratégique 2. Les migrants vénézuéliens, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil bénéficient d'une assistance humanitaire, d'un accès équitable à des services différenciés de qualité et d'un accès rapide et massif au marché du travail et à des options d'entrepreneuriat, l'accent étant mis sur la sécurité alimentaire et la nutrition, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

45. Si dans ses programmes d'interventions, le PAM donne la priorité aux migrants vénézuéliens, aux Colombiens retournant chez eux et aux communautés d'accueil, en veillant à la participation équitable des femmes et des hommes ainsi que des différentes populations à qui le Gouvernement souhaite expressément que l'on donne la priorité (notamment celles touchées par les impacts socioéconomiques de la COVID-19), et pour ce faire s'attache à fournir une assistance humanitaire de qualité, à promouvoir l'incorporation de mécanismes favorisant l'inclusion sociale dans les interventions d'urgence et les activités axées sur le redressement rapide et l'intégration socioéconomique de ces populations à l'appui de l'action menée par le pays, à renforcer les capacités de ces populations et à compléter les interventions directes, alors la Colombie sera en meilleure position pour intégrer les migrants vénézuéliens, les Colombiens retournant chez eux et les communautés d'accueil sur le plan socioéconomique, en tirant parti des perspectives qu'ouvre la migration en matière de développement.

Domaine d'action privilégié

46. Cet effet direct stratégique est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

47. Cet effet direct est en harmonie avec les priorités nationales énoncées dans le plan-cadre de coopération, spécifiquement le domaine stratégique 2 (la migration en tant que facteur de développement), en particulier les résultats 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4.

Produits escomptés

48. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- i) La population migrante vénézuélienne, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil reçoivent une assistance humanitaire de qualité qui contribue à subvenir à leurs besoins essentiels.
- ii) La population migrante vénézuélienne, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil ont accès à des programmes d'alimentation scolaire et à d'autres services de qualité qui favorisent l'intégration sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition et assurent un taux de persévérance scolaire plus élevé chez les filles et les garçons.
- iii) La population migrante vénézuélienne, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil bénéficient d'activités de renforcement des capacités et de transferts assortis de conditions qui leur permettent d'accéder à des possibilités d'emploi ainsi qu'à des options d'entrepreneuriat et à des moyens d'existence dans les zones rurales et urbaines qui contribuent à leur intégration socioéconomique, assurant ainsi la transition de l'assistance d'urgence à des moyens d'existence plus durables.

⁵² Étant donné que l'impact de la pandémie est plus important sur les femmes, le PAM sera particulièrement attentif à la problématique hommes-femmes dans la fourniture de cette assistance.

- iv) Les populations migrantes et les communautés d'accueil bénéficient de stratégies d'éducation et de communication dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le but de prévenir la xénophobie et de renforcer l'intégration sociale.

Activités essentielles

Activité 2: Fournir une assistance humanitaire et donner accès aux services aux migrants vénézuéliens, aux Colombiens retournant chez eux et aux membres des communautés d'accueil, avec la participation des femmes et des hommes sur un pied d'égalité, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

49. Grâce aux programmes d'assistance alimentaire non assortis de conditions, qui représentent l'élément central des interventions du PAM destinées à sauver des vies, une assistance immédiate sera fournie aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons en situation d'insécurité alimentaire parmi la population migrante vénézuélienne, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil, dont le statut prioritaire a été établi en coordination avec les institutions nationales et les autorités locales; cette assistance permettra de couvrir leurs besoins essentiels selon une approche fondée sur le cycle de vie, l'accent étant mis sur l'alimentation et l'hygiène, pendant et après les situations d'urgence. Sur la base d'évaluations spécifiques au contexte qui intègrent des analyses de la problématique hommes-femmes, de l'âge, de la protection et des marchés, le PAM utilisera différentes modalités de transferts et de solutions hybrides pour venir en aide de manière efficace aux personnes dans le besoin. Dans ce contexte, les transferts de type monétaire, assortis ou non de conditions, devraient être la modalité privilégiée.
50. En fonction des besoins, du contexte et des enseignements tirés, le PAM continuera d'utiliser des mécanismes d'exécution comme par exemple des repas chauds servis par le biais des cuisines communautaires afin de fournir une assistance alimentaire immédiate aux migrants entrant dans le pays, aux migrants de passage et aux migrants qui se déplacent pour leur travail, en prenant toutes les mesures de biosécurité nécessaires pour la prévention de la COVID-19. L'assistance alimentaire continuera aussi d'être utilisée là où les marchés fonctionnent mal, l'accès physique est difficile et les risques liés à la protection sont présents. Si la situation nutritionnelle se détériore, des aliments enrichis ou des micronutriments pourraient être distribués pour améliorer l'état nutritionnel des filles et des femmes enceintes ou allaitantes ainsi que des enfants de moins de 5 ans. L'assortiment alimentaire sera conçu de manière à tenir compte des préférences locales et à fournir un total de 2 100 kilocalories par jour.
51. Lorsque les ressources du Gouvernement ne permettent pas de faire face aux besoins supplémentaires créés par les flux migratoires en provenance du Venezuela, ou lorsqu'il est nécessaire de renforcer le cadre d'action publique et d'élargir la portée opérationnelle des interventions, le PAM viendra en aide aux institutions nationales sous forme de renforcement des capacités et de fourniture d'intrants pour la mise en place de programmes d'alimentation scolaire et d'interventions visant à assurer l'accès à des repas sains aux filles et aux garçons touchés dans les écoles colombiennes, en particulier dans le contexte du phénomène de la migration, en liant ces interventions aux activités devant être mises en œuvre au titre de l'activité 5 consistant à fournir une assistance technique et un appui aux programmes d'alimentation scolaire dans les territoires prioritaires.
52. À la demande du Gouvernement, le PAM pourra apporter une aide aux populations touchées par d'autres situations d'urgence comme la COVID-19, la violence perpétrée par des groupes armés organisés illégaux, les chocs climatiques ou autres, essentiellement par une assistance humanitaire et un soutien au redressement rapide, moyennant des distributions de produits alimentaires ou des transferts de type monétaire. Le PAM apportera également un soutien technique pour la conception et la mise en œuvre de programmes d'assistance alimentaire selon une approche différenciée, en particulier pour ce qui concerne les groupes ethniques, et en mettant l'accent sur les filles et les garçons, les filles et les femmes enceintes

ou allaitantes vivant dans les zones du pays les plus touchées par la pauvreté, une attention particulière étant accordée aux inégalités et à l'insécurité alimentaire au sein des ménages; il apportera aussi une assistance technique pour la définition et la mise en œuvre de projets productifs visant les petits producteurs, afin de promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau des ménages dans les zones rurales et urbaines. À la demande du Gouvernement, le PAM actionnera les mécanismes d'aide humanitaire en cas de situations d'urgence spécifiques par le biais des mécanismes interinstitutions.

Activité 3. Renforcer les capacités institutionnelles et fournir un appui pour stimuler les marchés de l'emploi et les moyens d'existence en milieu urbain et faciliter l'intégration socioéconomique des migrants vénézuéliens, des Colombiens retournant chez eux et des communautés d'accueil, avec la participation des femmes et des hommes sur un pied d'égalité, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

53. En associant l'assistance humanitaire au relèvement rapide et au développement, le PAM appuiera les activités de relèvement rapide et d'intégration socioéconomique des populations touchées par la migration, en milieu rural et en milieu urbain, par la création et le renforcement de compétences générales et spécialisées permettant l'accès à l'emploi et la mise en place d'entreprises individuelles et collectives qui fournissent des services et des biens pour les marchés locaux. Afin de promouvoir les moyens d'existence en milieu urbain, des programmes de développement des compétences et de formation seront mis en œuvre, en même temps que seront créés des biens individuels et collectifs destinés à la micro et à la petite production. Des acteurs publics et privés seront mobilisés pour prendre des mesures à long terme permettant d'assurer la durabilité des interventions. Les transferts de type monétaire⁵³ seront utilisés pour promouvoir les possibilités de développement de l'entrepreneuriat, les programmes de renforcement des capacités et des compétences, et la création d'emplois. Cet ensemble d'expériences contribuera à renforcer le savoir-faire, les capacités et les bonnes pratiques au niveau national nécessaires pour gérer le phénomène de la migration comme une possibilité s'offrant sur le plan du développement. Les aspects liés à la protection et à la problématique hommes-femmes seront pleinement intégrés dans la conception, le ciblage et l'exécution des programmes d'assistance.
54. Le PAM mènera également des activités d'éducation et de communication visant à prévenir et à atténuer les risques de xénophobie et à promouvoir des approches inclusives pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons dans les territoires où les programmes du PAM sont mis en œuvre. Ces activités seront fondées sur l'analyse participative des inégalités entre les sexes, de l'âge et de la protection et le suivi tenant compte de la problématique hommes-femmes, ce qui permettra de définir des mesures d'atténuation des risques, de promouvoir la participation et l'inclusion de la population migrante vénézuélienne, des Colombiens retournant chez eux et des communautés d'accueil, et de tirer parti des efforts de coordination et des possibilités interinstitutions.

⁵³ L'association des transferts de type monétaire à d'autres dispositifs et services à l'intérieur ou hors du système de protection sociale est un moyen efficace de renforcer les moyens d'existence et d'aider les personnes à passer de l'intervention d'urgence à la reconstitution des moyens d'existence et à leur éventuelle intégration socioéconomique. Ces initiatives "cash plus" peuvent aussi appuyer l'accès à d'autres services, y compris les services de base comme la santé et l'éducation, et l'inclusion financière et productive, entre autres.

Effet direct stratégique 3. Les politiques, les capacités institutionnelles, les systèmes et les services publics au service de la promotion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'inclusion sociale sont renforcés sur le plan technique et les populations vulnérables ont accès à une alimentation suffisante et nutritive tout au long de l'année afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable jouant un rôle de catalyseur, en particulier l'objectif 2, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

55. Si le PAM renforce la capacité des institutions nationales et locales chargées de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise, œuvre pour intégrer les mécanismes d'assistance humanitaire dans les systèmes nationaux d'inclusion sociale, encourage le développement d'outils, de systèmes et de capacités en matière d'alerte rapide et d'analyse de la vulnérabilité et complète l'action menée par le Gouvernement dans le domaine de l'alimentation scolaire et de la nutrition dans les zones les plus critiques, en renforçant les interventions visant à prévenir la dénutrition et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, la Colombie disposera alors d'institutions renforcées permettant d'accélérer l'inclusion sociale des plus vulnérables, en ne laissant personne de côté, et donc de réduire les lacunes dans la réalisation des ODD, en particulier l'ODD 2, et la mise en œuvre du Programme 2030.

Domaine d'action privilégié

56. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

57. Cet effet direct est en harmonie avec les priorités nationales énoncées dans le plan-cadre de coopération, spécifiquement le domaine stratégique 3 (l'assistance technique pour accélérer la réalisation des ODD jouant un rôle de catalyseur), en particulier les résultats 3.1, 3.2, 3.3 et 3.6.

Produits escomptés

58. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct stratégique:

- i) Le Gouvernement colombien renforce ses capacités institutionnelles et les politiques, systèmes et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui visent les populations en situation de plus grande vulnérabilité, y compris en renforçant les stratégies et les programmes nationaux en faveur d'une protection sociale inclusive et en améliorant sa capacité de préparation et d'intervention pour faire face aux situations d'urgence et aux chocs imprévus.
- ii) Les institutions et les politiques nationales sont renforcées et bénéficient d'un appui pour ce qui est de concevoir et de mettre en œuvre des interventions axées sur la santé et la nutrition à l'école qui permettent de répondre aux besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire et d'accroître les taux de scolarisation et de persévérance scolaire, et contribuent à la valorisation du capital humain du pays.
- iii) Les populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle adoptent des comportements et des habitudes sains pour prévenir la malnutrition et ont accès à des aliments nutritifs ou complémentaires qui permettent de diversifier leur régime alimentaire et de lui donner un caractère pérenne.

Activités essentielles

Activité 4: Apporter un appui au Gouvernement et aux entités territoriales afin de renforcer leurs capacités et les stratégies visant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition, l'inclusion sociale, la formation du capital humain, et la capacité de préparation et d'intervention face à des chocs prévisibles ou inattendus

59. Le PAM s'attachera à renforcer les politiques publiques, les capacités, les connaissances, les systèmes, les services⁵⁴ et les programmes nationaux visant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le pays et dans les territoires classés comme prioritaires par le Gouvernement. En étroite collaboration avec les principales institutions nationales et les initiatives nationales clés, le PAM s'attachera à renforcer la voie suivie par le pays vers la réalisation de l'ODD 2.
60. En tant qu'élément clé de la stratégie de renforcement des capacités, le PAM appuiera le renforcement des capacités institutionnelles en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise aux niveaux national et local selon une approche multirisque pour améliorer les mécanismes de coordination et le transfert de connaissances, moyennant l'élaboration et la mise à l'essai de procédures et de simulations, la gestion des aspects d'intervention humanitaire, le soutien de plateformes de coordination, la mise en place de nouvelles technologies et la définition de stratégies permettant d'optimiser les interventions.
61. Le PAM travaillera aux côtés du Gouvernement pour renforcer les systèmes de protection nationaux et l'inclusion sociale en intégrant des éléments de protection sociale réactive face aux chocs qui permettent d'intervenir efficacement dans les situations d'urgence en fonction des besoins des différentes populations, en augmentant l'harmonisation et la complémentarité des divers programmes et services liés à la protection visant les femmes, les hommes et les enfants vulnérables et en utilisant les outils d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du PAM, les analyses de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, le suivi tenant compte de la problématique hommes-femmes, les technologies de l'information et de la communication et différentes solutions logistiques.

Activité 5: Fournir une assistance technique et un appui à la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire et de la politique correspondante ainsi qu'aux institutions connexes, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

62. Le PAM collaborera avec les institutions nationales et locales afin de parvenir à une plus grande efficacité et couverture du programme d'alimentation scolaire national, en élaborant des modèles nationaux qui sont durables, spécifiques au contexte et susceptibles d'être reproduits et permettent de répondre aux besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire, d'augmenter les taux d'inscription et d'assiduité scolaires et de contribuer au développement du capital humain du pays, en liant ces interventions à l'assistance fournie aux enfants migrants vénézuéliens au titre de l'activité 2 du PSP et en appuyant la mise en œuvre du programme dans les municipalités prioritaires. L'impact des mesures de prévention de la COVID-19, en particulier la suspension des activités scolaires, sera examiné afin de définir des solutions de remplacement pour fournir des aliments sains aux filles et aux garçons d'âge scolaire.

⁵⁴ Dans le cadre de l'accord pris avec l'Institut colombien pour le bien-être familial (*Instituto Colombiano de Bienestar Familiar*), le PAM met en œuvre la stratégie d'unités mobiles dans les 32 départements du pays et le District de la capitale pour fournir une assistance aux victimes des violences perpétrées par les groupes armés organisés illégaux. S'agissant d'une opération de grande ampleur, le PAM bénéficie du soutien d'un partenaire d'exécution garantissant le recrutement de 489 spécialistes qui dépendent du PAM sur le plan technique. L'accord prévoit l'assistance technique et le renforcement des capacités sous la direction du PAM, qui est également chargé de tout ce qui a trait, notamment, à la mobilisation, aux dépenses de voyage et à l'assurance.

Activité 6: Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux populations en situation de vulnérabilité plus grande, y compris grâce au renforcement du système de protection sociale, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

63. Le PAM viendra en aide aux populations les plus vulnérables parmi celles considérées comme prioritaires par le Gouvernement, en accordant une attention particulière à la nutrition pour améliorer l'état nutritionnel, notamment des filles et des femmes enceintes ou allaitantes et des enfants de moins de 5 ans. Ces interventions permettront de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes à l'aide d'approches innovantes de nature à faire évoluer les comportements afin de promouvoir des habitudes saines. Des aliments complémentaires enrichis ou à haute teneur énergétique⁵⁵ peuvent être distribués aux groupes en situation de vulnérabilité particulière. Le PAM s'attachera à améliorer l'enrichissement des aliments sur place⁵⁶ en améliorant la situation générale au regard des nutriments et en réduisant les carences en micronutriments dans le pays. Des stratégies de communication en matière de nutrition innovantes et de nature à faire évoluer les relations entre les sexes, visant à promouvoir l'allaitement maternel, des habitudes alimentaires et des modes de vie sains⁵⁷, seront mises en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, prévenir le surpoids et l'obésité, favoriser la répartition sur un pied d'égalité de la responsabilité des travaux domestiques et non rémunérés, et sensibiliser à la dynamique culturelle qui a des répercussions négatives sur la capacité décisionnelle des femmes et sur la diversité de l'alimentation et de la nutrition.

Stratégie de transition/de transfert des responsabilités pour toutes les activités

64. Les interventions menées au titre du PSP appuieront l'action du Gouvernement aux fins suivantes: renforcer les capacités nationales et locales à mettre en œuvre les activités axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en liant les interventions humanitaires aux mesures de relèvement rapide et aux moyens d'existence durables dans les territoires considérés comme prioritaires par le Gouvernement; améliorer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise en renforçant les systèmes de gestion des risques de catastrophe et en intégrant les connaissances transmises par le PAM dans les politiques et les pratiques; renforcer les programmes et les systèmes d'inclusion et la protection sociale dans le cadre de l'assistance aux populations les plus vulnérables, comme passerelle entre l'aide humanitaire et le développement; et renforcer la capacité institutionnelle afin que les interventions soient équitables et, si possible, de nature à faire évoluer les comportements, et permettent de lutter contre les inégalités qui nuisent à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux moyens d'existence durables. Les différentes composantes de l'assistance du PAM seront transférées aux institutions nationales concernées. Les alliances stratégiques à long terme établies avec les institutions et programmes gouvernementaux et le secteur privé, de même que l'étroite collaboration interinstitutions, assureront la durabilité des résultats.

⁵⁵ Les produits complémentaires enrichis ou à haute teneur énergétique sont des biscuits et des barres de céréales mis au point localement et enrichis avec un prémélange de vitamines et de sels minéraux approuvé par le Comité du PAM chargé des nouveaux aliments. Il s'agit notamment d'aliments autochtones destinés à la consommation quotidienne, certains étant produits par des petits exploitants, et sont bien acceptés en Colombie. Ils sont agréables à consommer, sains et nutritifs et sont fournis en complément de l'assortiment alimentaire, les enfants étant le principal groupe ciblé.

⁵⁶ Le PAM encouragera l'utilisation de produits enrichis dans les modalités comme l'alimentation scolaire et les cuisines communautaires, à titre d'essai.

⁵⁷ Même à travers les programmes de santé et de nutrition à l'école, en particulier pour la prévention du double fardeau de la malnutrition à tous les stades de la vie.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

65. Pour ce qui concerne le premier effet direct stratégique, le PAM se concentrera sur les personnes, les ménages et les communautés dans les territoires considérés comme prioritaires par le Gouvernement afin de venir en aide aux ménages les plus vulnérables touchés par des chocs multidimensionnels⁵⁸. Il ciblera et aidera en particulier les communautés souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et exposées à la violence perpétrée par les groupes armés organisés illégaux, à la violence sexiste, au manque de perspectives d'emploi et aux effets négatifs du changement climatique; il privilégiera aussi les communautés qui du fait des caractéristiques et des conditions structurelles et conjoncturelles ont besoin d'assistance humanitaire et peuvent bénéficier d'interventions propres à faire évoluer les comportements et visant à créer des moyens d'existence et des solutions durables. Une assistance directe sera fournie à plus de 90 000 bénéficiaires, la priorité étant accordée aux ex-combattants, aux communautés touchées, aux femmes et aux communautés ethniques, ainsi qu'aux jeunes, aux agriculteurs, aux enfants et à la communauté scolaire, se trouvant dans les zones rurales et urbaines des municipalités PDET prioritaires. De plus, 40 000 personnes recevront une aide sous forme de renforcement des capacités⁵⁹.
66. S'agissant du deuxième effet direct stratégique, le PAM mettra l'accent sur l'assistance aux migrants vénézuéliens, aux Colombiens rentrant chez eux et aux communautés d'accueil dans les territoires considérés comme prioritaires par le Gouvernement. Les autres populations touchées, comme celles touchées par les effets socioéconomiques des mesures prises pour lutter contre la COVID-19, bénéficieront d'une aide à la demande du Gouvernement. Au cours de sa mise en œuvre, près de 3 millions de personnes devraient, selon les prévisions, bénéficier d'une aide directe au titre du PSPP, la plus grande partie étant concentrée la première année, car 2021 sera une année de grands défis, étant donné notamment les conséquences encore incertaines de la pandémie. Ce nombre devrait progressivement diminuer à mesure que les personnes passent de l'assistance humanitaire à la reconstitution des moyens d'existence et à l'intégration socioéconomique. D'autre part, 51 000 personnes supplémentaires recevront une aide sous forme de renforcement des capacités.
67. Pour ce qui concerne le troisième effet direct stratégique, le renforcement des capacités institutionnelles constituera une priorité, en collaboration avec les institutions nationales et locales intervenant sur les plans administratif et technique pour traiter les causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et avec celles qui mettent en œuvre des programmes d'aide aux victimes de la violence perpétrée par les groupes armés organisés illégaux ou aux personnes touchées par le changement climatique dans le cadre du processus de stabilisation et d'intégration socioéconomique relevant de la politique relative à la paix dans la légalité. Les interventions du PAM viseront à compléter et à renforcer les mesures prises par le Gouvernement colombien ainsi que ses capacités. En renforçant les programmes sociaux pour leur permettre de faire face à des chocs imprévus, les programmes du PAM viseront les bénéficiaires et les non-bénéficiaires des systèmes de

⁵⁸ En Colombie, le PAM travaille en étroite collaboration avec les autorités aux niveaux national et local pour recenser les groupes vulnérables à l'aide d'évaluations, d'études et d'analyses de la vulnérabilité. Le ciblage géographique est réalisé en partenariat avec le Gouvernement sur la base de données publiques officielles, de bases de données et de processus de collecte de données, en étroite concordance avec le plan-cadre de coopération. Lorsque les zones géographiques sont déterminées, le PAM et ses partenaires mènent des enquêtes auprès des ménages pour définir les besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition des populations vivant dans ces zones et garantir que les personnes les plus vulnérables sont prioritaires.

⁵⁹ Les bénéficiaires de transferts sous forme de renforcement des capacités ne figurent pas dans le tableau 1 parce que cette catégorie de bénéficiaires n'est pas encore prise en compte dans les systèmes institutionnels.

protection sociale nationaux⁶⁰, en complétant les mesures du Gouvernement et en élargissant la couverture. Cet effet direct devrait permettre de venir en aide à 576 000 personnes, notamment des filles et des garçons d'âge scolaire (de 4 à 17 ans) au titre du programme d'alimentation scolaire, des filles et des femmes enceintes ou allaitantes, des enfants de moins de 5 ans et d'autres populations prioritaires s'agissant d'assistance nutritionnelle.

68. Les outils d'enregistrement des bénéficiaires utilisés pour les femmes et les hommes seront sélectionnés en fonction du contexte, des types d'interventions et des délais d'exécution. Les programmes qui utilisent des transferts de type monétaire s'appuieront sur les systèmes institutionnels ou sur des systèmes mis au point localement qui respectent les normes de protection des données et de sécurité de l'organisation, comme par exemple SCOPE⁶¹ et EKAA⁶². D'autres technologies et outils peuvent compléter ceux déjà mentionnés. Dans le cas spécifique des interventions visant à renforcer les systèmes de protection sociale inclusifs à l'appui de l'action menée par le Gouvernement, les registres et les systèmes des institutions publiques peuvent être utilisés et renforcés.

TABEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ							
Effet direct stratégique	Activité	Groupe de bénéficiaires	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
1	1	Filles	3 707	3 472	3 244	3 079	13 501
		Garçons	3 707	3 472	3 244	3 079	13 501
		Femmes	8 896	8 332	7 785	7 390	32 403
		Hommes	8 402	7 869	7 352	6 980	30 603
		Total	24 712	23 144	21 624	20 528	90 008
2	2	Filles	276 350	177 540	94 573	73 646	622 109
		Garçons	285 275	183 250	97 302	76 185	642 012
		Femmes	361 350	227 028	130 325	118 849	837 553
		Hommes	311 525	195 382	113 990	103 782	724 679
		Total	1 234 500	783 200	436 190	372 462	2 826 352
	3	Filles	4 788	6 226	6 466	6 787	24 266
		Garçons	4 788	6 226	6 466	6 787	24 266
		Femmes	11 491	14 941	15 517	16 289	58 239
		Hommes	10 853	14 111	14 655	15 384	55 004
		Total	31 920	41 504	43 104	45 248	161 776

⁶⁰ Les femmes, les hommes, les filles et les garçons recevront la même attention, dans leur diversité.

⁶¹ Plateforme dont dispose le PAM pour procéder à l'enregistrement biométrique, afin d'éviter tout doublon au niveau des bénéficiaires.

⁶² EKAA, signifie "manger" en langue Wayuunaiki, est le nom d'une application mobile mise au point par l'équipe des technologies de l'information et des communications en Colombie pour enregistrer les bénéficiaires. L'application permet d'échanger des données avec SCOPE et de recouper les bénéficiaires enregistrés pour ces programmes au niveau national. Toutes les données concernant les bénéficiaires sont cryptées pour garantir la confidentialité et la sécurité de l'information. EKAA permet un enregistrement rapide à des programmes comme les repas scolaires, la distribution d'assortiments alimentaires et l'assistance alimentaire.

TABEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ							
Effet direct stratégique	Activité	Groupe de bénéficiaires	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
3	5	Filles	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
		Garçons	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
		Femmes	-	-	-	-	-
		Hommes	-	-	-	-	-
		Total	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
	6	Filles	6 218	6 467	6 725	6 994	26 405
		Garçons	6 218	6 467	6 725	6 994	26 405
		Femmes	14 928	15 523	16 144	16 790	63 385
		Hommes	14 096	14 660	15 247	15 854	59 857
		Total	41 460	43 116	44 842	46 632	176 050
Total			1 432 592	990 964	645 760	584 870	3 654 186

4.2 Transferts

69. Pour répondre efficacement aux besoins des différents groupes de population, le PAM mènera des évaluations qui intègrent systématiquement des analyses de la problématique hommes-femmes, de l'âge et de la protection; il travaillera également en étroite coopération avec les communautés pour mettre en place les modalités d'assistance les plus appropriées sur la base d'éléments clés comme la fonctionnalité, l'intégration des marchés et les préférences des bénéficiaires. Les risques liés à la sécurité et à la protection, la disponibilité de prestataires et la couverture seront pris en compte. Si possible, la priorité sera donnée aux transferts de type monétaire, mais les distributions de vivres ou les distributions hybrides (vivres et transferts de type monétaire), ou encore les transferts à des fins multiples pourront être utilisés, selon les circonstances. Les modalités de transfert peuvent différer géographiquement (différentes formes d'assistance peuvent être utilisées selon les zones) et dans le temps (les mêmes bénéficiaires reçoivent des types d'assistance différents au fil du temps).

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) OU VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour),
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2										Effet direct stratégique 3					
	Activité 1			Activité 2							Activité 3			Activité 5	Activité 6				
Type de bénéficiaires	Personnes déplacées, migrants, ex-combattants, victimes d'autres chocs	Femmes et jeunes		Migrants	Populations touchées par la COVID-19	Migrants - repas chauds	Migrants, populations touchées par la COVID-19	Migrants qui se déplacent à pied	Migrants relevant de la protection sociale réactive face aux chocs	Migrants, enfants	Migrants, enfants	Personnes déplacées	Migrants bénéficiant d'activités d'alimentation scolaire d'urgence	Migrants bénéficiant de programmes d'intégration socioéconomique	Migrants bénéficiant de programmes d'intégration socioéconomique	Colombiens bénéficiant d'activités d'alimentation scolaire	Colombiens bénéficiant de programmes nutritionnels	Colombiens, enfants	Colombiens, enfants
Modalité	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Bons	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Bons	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Bons	Transferts de type monétaire	Bons	Bons	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires
Céréales	300		133,33	300	300							133,33					300		
Légumes secs	200		133,33	200	200							133,34					200		
Huile végétale	30,67		30,67	30,67	30,67							30,67					30,67		
Poisson en boîte	28,33		17	28,33	28,33							17					28,33		
Micronutriments en poudre											1								1
Biscuits à haute teneur énergétique										35								35	
Colis préemballés								869											
Total kcal/jour	2 100		1 200	2 100	2 100		2 100					1 200					2 100		
% de kcal d'origine protéique	15		15	15	15							15					15		
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,87	6,27	0,56	0,87	0,87	0,97	1,09		0,5			0,56	0,75	6,27	0,87	0,75	0,87		
Nombre de jours d'alimentation par an	90	60	90	180	90	7	160	15	120	60	120	90	180	40	60	180	90	60	120

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	23 768	18 172 029
Légumes secs	17 522	23 044 740
Huiles et matières grasses	3 072	3 351 421
Aliments composés et mélanges	218	506 798
Autres	5 554	22 167 283
Total (produits alimentaires)	50 135	67 242 270
Transferts de type monétaire		308 098 288
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	50 135	375 340 558

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

70. En Colombie depuis 1969, le PAM est aujourd'hui présent dans 15 départements, avec huit bureaux de terrain situés stratégiquement à Arauca, Caquetá, Chocó, Córdoba, La Guajira, Nariño, Norte de Santander et Valle del Cauca, en plus du bureau principal à Bogotá. Le PAM en Colombie compte un personnel national et international hautement qualifié offrant des compétences et des capacités différentes. Des agents nationaux chargés de la problématique hommes-femmes, de la protection et de la nutrition sont disponibles, avec des coordonnateurs dans chaque bureau de terrain afin d'assurer le suivi en temps voulu et approprié de questions spécifiques. Le bureau de pays continuera de renforcer ses ressources humaines pour assurer des prestations optimales et l'obtention de résultats. Ses activités sont conformes aux priorités nationales et visent à appuyer l'action menée par le Gouvernement pour répondre aux besoins humanitaires ainsi qu'à ceux en matière de relèvement et de développement durable.

4.4 Partenariats

71. Pour obtenir les effets directs et les résultats stratégiques, le PAM collaborera activement avec les institutions nationales et locales qui ont pour mission de stabiliser les territoires prioritaires en fournissant une assistance aux populations de migrants, en appuyant l'inclusion sociale et en renforçant la sécurité alimentaire et la nutrition, la résilience, l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques. Ces institutions sont notamment les suivantes: la Commission intersectorielle de la sécurité alimentaire et de la nutrition, l'Unité d'aide et de réparation aux victimes, l'Agence du nouveau territorial, l'Agence de la réintégration et de la normalisation, l'Agence du développement rural, le Cabinet présidentiel pour la stabilisation et la consolidation, le Bureau consultatif présidentiel sur l'égalité entre les sexes, le Bureau de la Présidence de la République pour la réponse globale à la migration venant du Venezuela, Migration Colombie, l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophe, le Système national de gestion des risques de catastrophe, le Département administratif de la prospérité sociale, l'Institut colombien pour le bien-être familial, le Département de la planification nationale et le Département administratif national de statistiques. Le PAM travaillera en étroite coopération avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural, le Ministère de l'environnement et du développement durable, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'éducation nationale, le Ministère du travail et le Ministère de la santé et de la protection sociale.

72. Le PAM a établi une alliance stratégique solide avec la Grande alliance pour l'initiative en faveur de la nutrition dirigée par la Première Dame de la République, qui apporte un soutien et une aide à la mise en place d'initiatives nutritionnelles innovantes.
73. Au niveau local, le PAM travaillera avec les autorités locales et départementales, les unités d'assistance technique agricole municipales, le programme iNNpulsa⁶³, les corporations, les autorités ethniques, les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de communautés ethniques, le mécanisme de protection contre le chômage par l'intermédiaire du Fonds de solidarité pour la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage et du Service de l'emploi public, les coopératives et les associations, les caisses de compensation des prestations familiales, les chambres de commerce et les initiatives de création d'entreprises locales.
74. Conformément à la réforme du système des Nations Unies pour le développement voulue par le Secrétaire général, le PAM travaillera en coordination et sur une base interinstitutions avec les autres entités des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds international de développement agricole, la FAO, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation internationale pour les migrations, et il œuvrera au sein d'instances conjointes et de groupes interinstitutions, comme la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, les plateformes de coordination d'urgence, les groupes de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et sur les transferts de type monétaire, la structure de l'équipe de pays pour l'action humanitaire et le groupe interinstitutions sur les flux migratoires mixtes, aux niveaux national et territorial, afin de garantir des réponses harmonisées entre tous les acteurs et coordonnées avec le Gouvernement.
75. Le PAM collaborera avec les partenaires du savoir comme le Service de formation national, la Société colombienne de recherche agricole, le Centre international d'agriculture tropicale, et les marchés du travail et les observatoires de la sécurité alimentaire et de la nutrition accueillis dans plusieurs universités, en encourageant la production de données probantes et de connaissances utiles aux fins de la prise de décisions et de l'apprentissage. Pour ce qui concerne le financement et l'exécution des programmes et des activités prévues, le rapprochement avec les autres partenaires, les organisations non-gouvernementales et le secteur privé sera encouragé. De plus, les transferts de connaissances peuvent se faire à travers la coopération "Col-Col"⁶⁴ afin de développer l'apprentissage commun et la gestion des connaissances dans les initiatives territoriales avec l'appui de l'Agence présidentielle pour la coopération internationale. À la demande du Gouvernement, le PAM recensera également les bonnes pratiques de coopération Sud-Sud et les pays pouvant être intéressés.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

76. Le PAM assurera le suivi et l'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes pour toutes ses interventions, la production de données probantes, la transparence et la responsabilisation, les données et informations relatives au suivi étant ventilées en fonction du sexe, de la problématique hommes-femmes, de l'âge et d'autres marqueurs d'identité

⁶³ iNNpulsa Colombia est une institution créée en février 2012 pour appuyer et promouvoir la croissance économique extraordinaire, c'est-à-dire, les initiatives économiques dont la croissance peut être rapide, rentable et durable. <https://www.linkedin.com/company/innpulsa-colombia>

⁶⁴ La coopération Col-Col est une forme de coopération encouragée par l'Agence présidentielle pour la coopération internationale et visant à promouvoir le développement local en Colombie par l'échange de connaissances entre deux ou plusieurs acteurs nationaux ou locaux pour renforcer leurs capacités et contribuer à la paix et au développement local. <https://www.apccolombia.gov.co/cooperacion-col-col>

pertinents. Conformément aux normes institutionnelles, différentes stratégies seront mises en œuvre pour mesurer les indicateurs de performance, les produits, les processus et les contributions à l'accélération des ODD ayant un rôle moteur énoncés dans le plan-cadre de coopération. Au titre du processus de responsabilisation, les résultats seront communiqués sur la plateforme UN INFO, ainsi que par le biais des systèmes d'information du PAM.

77. Les activités de supervision, de suivi et d'évaluation avec les partenaires seront encouragées et renforcées. Le PAM continuera de travailler sur des mécanismes de suivi conjoints et fournira des informations à d'autres plateformes de coordination, comme le plan de réponse humanitaire, le Plan d'intervention relatif aux réfugiés et aux migrants et le groupe interinstitutions sur les flux migratoires mixtes, ainsi qu'aux modules spécialisés et équipes spéciales sur la sécurité alimentaire et la nutrition et sur le redressement rapide et l'action face à la COVID-19, entre autres, y compris les mécanismes de contrôle créés au titre du plan-cadre de coopération pour évaluer les contributions à l'obtention des résultats. Le plan de suivi du bureau de pays assurera la collecte des données de référence (antérieure à l'intervention) et des données finales sur une base annuelle, à l'aide d'échantillons représentatifs pour chaque activité. Les cibles seront fixées annuellement en fonction de la planification et des objectifs des programmes. Les activités de suivi à distance seront maintenues étant donné les bons résultats obtenus pendant la période des restrictions liées à la COVID-19. Les résultats seront communiqués régulièrement pour étayer les ajustements à apporter aux programmes et les prises de décisions en matière de gestion.
78. Le bureau de pays planifiera et budgétisera de manière détaillée les activités d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité s'agissant de la sécurité alimentaire et de la nutrition, du suivi, de l'examen et de l'évaluation pendant la période de mise en œuvre du PSP. Cela permettra de déterminer les besoins et d'évaluer les ressources nécessaires pour mobiliser des fonds de manière efficace.
79. Le PSP a été élaboré en fonction des résultats de l'examen à mi-parcours du PSP (couvrant la période 2017-2021), ainsi que des données factuelles issues des évaluations globales, infrarégionales et thématiques portant sur l'accès et les principes humanitaires, la résilience, la protection sociale et le renforcement des capacités⁶⁵.
80. À des fins d'obligation redditionnelle, le Bureau de l'évaluation effectuera en 2023 une évaluation indépendante du PSP, qui portera sur la performance et les résultats de l'ensemble du portefeuille de pays du PAM et inspirera l'orientation stratégique future des programmes. Le mandat en sera convenu avec le Gouvernement. L'évaluation sera coordonnée avec le Ministère des affaires étrangères, le Département de la planification nationale et l'Agence présidentielle pour la coopération internationale. En outre, des visites sur le terrain seront conduites chaque année et le PAM présentera des rapports d'activités annuels et les résultats d'un examen à mi-parcours, dont les dates seront arrêtées avec le Gouvernement. Le PAM travaillera en étroite coopération avec le Gouvernement afin d'assurer que les systèmes, les instruments, les plateformes et les mécanismes de collecte des données sont utilisés de manière adéquate pour suivre les progrès accomplis. L'évaluation indépendante sera complétée par une évaluation décentralisée au niveau infranational afin d'analyser les résultats de l'intervention d'urgence menée à l'appui des migrants vénézuéliens, d'améliorer l'intervention sur la base de données factuelles et de recenser les enseignements tirés. Des ressources adéquates ont été inscrites au budget à cet effet.

⁶⁵ Les données factuelles et les recommandations prises en compte par le bureau de pays sont notamment l'examen des cadres réglementaires et de la capacité des partenaires institutionnels, l'inclusion du Gouvernement dans les discussions liées à la planification stratégique, la gestion des connaissances par l'échange de bonnes pratiques et la viabilité des mécanismes de protection sociale réactifs face aux chocs dans le contexte des flux migratoires et d'autres crises. Une étude de la convergence entre l'action humanitaire, le développement et la paix (approche du triple lien) a été demandée à un institut international, dont les recommandations ont aussi été prises en considération.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

81. Des modifications apportées aux priorités et aux stratégies du Gouvernement sur des questions liées aux effets stratégiques du PSP pourraient avoir une incidence sur les interventions et la concrétisation des résultats escomptés. En étroite coordination avec les institutions nationales et pour répondre aux priorités et aux besoins du Gouvernement, le PAM suivra l'évolution des politiques dans ce domaine, en planifiant des interventions à long terme qui s'adaptent dans le temps aux différentes phases et en élaborant des diagnostics des risques et des possibilités avec les institutions, les autres partenaires et les bénéficiaires pour revoir et réorienter les interventions en fonction de la situation.
82. La détérioration de la situation socioéconomique en République bolivarienne du Venezuela peut entraîner une aggravation du phénomène migratoire. La COVID-19 peut aussi avoir un impact direct, en aggravant l'insécurité alimentaire des personnes vulnérables. Le PAM analysera la situation en liaison avec les différentes plateformes, les groupes interorganisations et les institutions nationales et redéfinira et réorientera les interventions s'il y a lieu.
83. Des changements de priorités des donateurs ou le décalage entre les intérêts ou les directives du Gouvernement et de ses institutions et les directives institutionnelles du PAM peuvent avoir une incidence sur la capacité du PAM à financer ses activités. Pour atténuer ce risque, les accords avec les donateurs seront rédigés en coordination avec le Gouvernement, compte tenu de ses priorités.
84. L'impossibilité d'instaurer la participation équitable et efficace des femmes et des hommes dans la lutte contre les inégalités entre les sexes constitue un risque pour la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence. Pour réduire ce risque, l'approche tenant compte de la problématique hommes-femmes sera appliquée depuis le stade initial de la formulation, de l'établissement des priorités, du renforcement des capacités, de la sélection des indicateurs et du suivi, ce qui renforcera la capacité du PAM à mettre en place des partenariats stratégiques et constructifs.

Risques opérationnels

85. Des problèmes rencontrés au niveau des marchés ou des plateformes bancaires pourraient freiner ou limiter les distributions alimentaires ou les chaînes d'approvisionnement, ainsi que l'exécution des transferts de type monétaire. Pour atténuer ce risque, des modèles de services logistiques seront établis en fonction des besoins et des exigences de chaque territoire, compte tenu des limites et aussi des possibilités des programmes. Dans l'ensemble de la chaîne logistique, des procédures ont été définies, et différents scénarios ont été établis, chacun ayant ses propres mesures d'urgence. Une communication constante sera maintenue avec les homologues gouvernementaux et l'information sera partagée rapidement sur les situations qui risquent de compromettre l'exécution des programmes et sur les autres approches possibles.
86. L'intensification des opérations sera accompagnée par l'augmentation des capacités internes en matière de transferts de type monétaire et précédée de toutes les évaluations sectorielles que le PAM effectue conformément à son modèle opératoire et à ses directives institutionnelles. Les évaluations comportent une analyse des risques approfondie qui prend en compte les aspects opérationnels comme la protection, la sécurité, le prestataire de services financiers et l'impact sur la vie privée des bénéficiaires et la protection des données.

Risques fiduciaires

87. L'ampleur des opérations du PAM en Colombie et le nombre des effectifs, des partenaires coopérants et des opérateurs sur le terrain comportent un risque de non-respect des obligations en matière de déontologie et des normes de conduite, ainsi qu'un risque de

fraude et de corruption. Le PAM aura recours à des outils d'enregistrement des bénéficiaires institutionnels qui assurent le mieux le niveau de sécurité, d'évaluation et de suivi requis et à un personnel spécialisé afin de garantir la transparence et l'obligation redditionnelle, et fournira au personnel une formation adéquate et continue sur l'utilisation des politiques et directives internes du PAM dans un langage facile à comprendre mais non personnalisé, indiquera des lignes hiérarchiques claires, mettra l'accent sur la structure du flux de travail et établira un système d'information et de communication interne efficace. Le bureau de pays utilisera le service d'assistance téléphonique, qui sert aussi pour transmettre les signalements, les plaintes et les suggestions, dans le cadre de sa boîte à outils pour atténuer ces risques.

Risques financiers

88. Les fluctuations du taux de change du dollar contre le peso colombien et l'incidence de ces fluctuations sur le budget pourraient compromettre les opérations du PAM. Pour atténuer ce risque, le budget est établi à l'aide des coûts moyens sur la base des tendances passées.

5.3 Garanties sociales et environnementales

89. Conformément aux garanties sociales et environnementales du PAM, toutes les interventions visant à renforcer ou à créer des actifs et à renforcer les coopératives et autres associations, ainsi que les compétences générales, seront examinées au regard des garanties du PAM afin de prévenir, éviter ou atténuer tout impact négatif potentiel, tant direct qu'indirect. Des plans à dimension environnementale et sociale seront élaborés projet par projet, en fonction du contrôle des garanties obligatoire.
90. Les activités menées au titre du PSP impliqueront notamment: la gestion et l'usage approprié des déchets solides (organiques et inorganique), la gestion durable des ressources hydriques, la dissuasion des pratiques non respectueuses de l'environnement, comme brûler les déchets et abattre les arbres, les pratiques agroécologiques, le calcul de l'empreinte carbone et les bonnes pratiques de fabrication. Toutes les interventions, en particulier celles comportant la distribution de colis ou d'assistance alimentaire, seront complétées par des mesures de collecte des déchets solides et des sessions d'éducation au recyclage. Dans les cantines scolaires, les déchets organiques seront traités en vue de leur élimination définitive, en promouvant notamment les projets générateurs de compost. La réduction des pertes et des déchets sera encouragée dans toutes les interventions.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

Effet direct stratégique	Activité	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
1	1	6 622 913	7 449 309	5 500 604	4 729 306	24 302 133
2	2	116 890 078	96 618 780	77 247 370	67 339 412	358 095 640
	3	13 402 879	17 104 336	17 454 008	17 877 758	65 838 981
3	4	16 384 666	17 606 577	18 523 497	19 498 563	72 013 303
	5	20 209 394	23 374 264	24 619 607	25 696 760	93 900 025
	6	9 059 501	9 709 671	10 395 062	11 008 378	40 172 611
Total		182 569 431	171 862 937	153 740 148	146 150 178	654 322 693

91. Le budget du portefeuille de pays est le résultat de projections établies sur la base des besoins de financement estimés pour chaque effet direct stratégique. Les besoins budgétaires ont considérablement augmenté par rapport au PSP précédent en raison de l'accroissement de la demande d'interventions du PAM liées au phénomène migratoire. Les besoins risquent d'être encore plus élevés dans le contexte de la COVID-19, auquel cas des financements ultérieurs seront demandés et des activités de plaidoyer seront menées pour financer les activités prévues. Les ressources les plus importantes sont requises pour l'effet direct stratégique 2, dans l'hypothèse où les flux migratoires augmentent en 2021 à mesure que les restrictions imposées pour la crise de la COVID-19 sont levées, et compte tenu de l'action à mener pour répondre aux besoins de ceux qui sont les plus gravement touchés par les répercussions socioéconomiques de la pandémie. Il est supposé qu'au cours des prochaines années les flux diminueront et la situation sanitaire s'améliorera, ce qui permettra de passer à des interventions à moyen et long terme. Les prévisions concernant les ressources nécessaires pour les effets directs stratégiques 1 et 3 ont été établies sur la base des chiffres effectifs et des dépenses associés à la mise en œuvre ces dernières années, en particulier dans les domaines de l'alimentation scolaire, de la nutrition, du renforcement des capacités, de l'égalité entre les sexes et de la création de moyens d'existence. Des ressources adéquates sont également affectées aux activités destinées à contribuer à l'égalité entre les sexes.

6.2 Perspectives de financement et stratégie de mobilisation de ressources

92. Les interventions menées au titre du présent PSP nécessitent l'intensification de la mobilisation de ressources afin d'assurer un financement adéquat dans les domaines recensés et jugés prioritaires en concertation avec le Gouvernement. Le soutien financier apporté au PAM ces dernières années a considérablement augmenté, principalement pour faire face aux besoins humanitaires associés au phénomène migratoire, mais les ressources sont encore insuffisantes pour couvrir tous les besoins. La mobilisation des ressources du PAM est largement tributaire de pays donateurs qui affectent les contributions à des fins particulières. Le financement du PAM n'est prévisible qu'en partie, mais le soutien financier des principaux donateurs en faveur des interventions humanitaires devrait se poursuivre. Les initiatives de mobilisation de ressources devront être intensifiées pour les activités axées sur le renforcement des capacités, la résilience et le développement.
93. Le bureau de pays s'efforcera de mobiliser le secteur privé à l'appui des interventions humanitaires ou axées sur le développement menées par le PAM. Il étudiera également de nouvelles possibilités de financement avec les institutions financières internationales, ainsi qu'avec les mécanismes de collaboration et de partenariat des Nations Unies qui facilitent l'acheminement des ressources, en diversifiant ses sources de coopération dans un contexte d'assistance de plus en plus concurrentiel. Les initiatives de mobilisation de ressources viseront à inclure un large éventail de donateurs potentiels couvrant des guichets de financement différents et à continuer de travailler en étroite coordination avec les autorités nationales et locales. La stratégie de mobilisation des ressources du PAM visant à financer le PSP sera axée les possibilités offertes par l'approche du triple lien et tirera parti du double mandat du PAM axé à la fois sur l'action humanitaire et sur le développement.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA COLOMBIE (2021-2024)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2024, les personnes et les communautés en situation de vulnérabilité alimentaire dans les municipalités PDET considérées prioritaires par le Gouvernement améliorent leur qualité de vie grâce au renforcement de leur résilience et de leurs moyens d'existence durables et les autorités locales renforcent leurs capacités, contribuant ainsi à la stabilisation et à la consolidation des territoires, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien

Catégorie d'effet direct correspondante:
Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
Renforcement de la résilience

Hypothèses

Des ressources complémentaires sont disponibles pour apporter une assistance globale et mener à bien des initiatives durables.

La production des petits exploitants et les prix qu'ils pratiquent sont suffisamment compétitifs pour qu'ils puissent être mis en relation avec les marchés publics et privés.

Les conditions de sécurité dans les zones PDET permettent la mise en œuvre d'activités axées sur la résilience et les moyens d'existence.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Capacité économique de subvenir aux besoins essentiels (nouveau)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrée à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à l'appui apporté par le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire (nouveau)

Pourcentage d'accroissement de la production d'aliments de qualité riches en nutriments

Pourcentage de ménages ciblés dans lesquels les femmes indiquent qu'elles ont une influence sur la façon dont sont utilisés les revenus tirés de la production agricole et des activités de commercialisation

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à l'appui apporté par le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire (nouveau)

Activités et produits

1. Fournir un appui technique aux institutions nationales et locales, et une assistance alimentaire, technique et productive aux ex-combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie, aux communautés vulnérables (y compris les communautés autochtones ou d'ascendance africaine), aux petits producteurs et aux jeunes, à parts égales entre les femmes et les hommes, afin de renforcer la résilience, l'intégration économique, l'adaptation au changement climatique et l'analyse concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, contribuant ainsi à la construction de modèles pour la consolidation des territoires, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien. (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

1.1. Les communautés visées à titre prioritaire par le Plan global de réparations collectives, les plans de retour et de réinstallation et d'autres programmes d'aide aux victimes dans les municipalités PDET, y compris les programmes axés sur les groupes ethniques et destinés à venir en aide aux populations subissant les répercussions de la COVID-19 ou de catastrophes sur ces territoires, reçoivent une assistance alimentaire et technique pour reconstituer leurs moyens d'existence, ce qui contribue à améliorer leur sécurité alimentaire et à renforcer leur résilience et leurs capacités d'adaptation au changement climatique. (A: Ressources transférées; D. Actifs créés; E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

1.2. Les petits producteurs, les ex-combattants et les membres des communautés prioritaires, y compris les groupes autochtones et d'ascendance africaine, reçoivent une assistance technique pour améliorer leur productivité ainsi que certains aspects économiques et commerciaux en vue d'accroître la durabilité et le potentiel commercial de leurs produits, les femmes et les hommes étant ciblés de manière équitable, et des initiatives sont prévues pour resserrer les liens avec les marchés et accroître l'autosuffisance, créer des potagers scolaires et promouvoir l'émancipation économique des femmes ainsi que la restauration écologique et environnementale, les groupes ethniques étant dûment pris en considération. (A: Ressources transférées; F. Achats effectués auprès de petits exploitants)

1.3. Les femmes, les jeunes et les autres groupes prioritaires reçoivent une assistance alimentaire et technique destinée à améliorer leurs connaissances non spécialisées, accroître les débouchés, et renforcer l'entrepreneuriat, le secteur des services à la personne et la prise en main par les communautés de la mise en œuvre des initiatives PDET et du relèvement économique et social. (A: Ressources transférées; C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; D. Actifs créés; E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

1.4. Le Gouvernement et les institutions nationales et locales renforcent les capacités et l'accès aux outils d'information et d'analyse liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'au relèvement économique, contribuant ainsi à la stabilisation et à la consolidation des territoires. (A: Ressources transférées; C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; I. Nombre de stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre; K. Partenariats appuyés; M. Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 2: Les migrants vénézuéliens, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil bénéficient d'une assistance humanitaire, d'un accès équitable à des services différenciés de qualité et d'un accès rapide et massif au marché du travail et à des options d'entrepreneuriat, l'accent étant mis sur la sécurité alimentaire et la nutrition, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien.

Catégorie d'effet direct correspondante: Maintien/ amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

Tient compte de la nutrition

Hypothèses

Des ressources financières sont disponibles pour mener des activités globales en faveur de la population migrante (triple lien)

Les partenaires coopérants disposent de capacités techniques et financières suffisantes.

Des capacités et des ressources financières sont disponibles pour mettre en œuvre les projets d'inclusion socioéconomique visant les migrants (y compris les moyens d'existence non agricoles en milieu urbain).

Des ressources financières sont disponibles pour aider les victimes du conflit armé et d'autres crises.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation

Score de diversité alimentaire

Capacité économique de subvenir aux besoins essentiels

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études

Activités et produits

2. Fournir une assistance humanitaire et donner accès aux services aux migrants vénézuéliens, aux Colombiens retournant chez eux et aux membres des communautés d'accueil, avec la participation des femmes et des hommes sur un pied d'égalité, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien. (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

2.1. La population migrante vénézuélienne, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil reçoivent une assistance humanitaire de qualité qui contribue à subvenir à leurs besoins essentiels. (A: Ressources transférées; E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisés)

2.2. La population migrante vénézuélienne, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil ont accès à des programmes d'alimentation scolaire et à d'autres services de qualité qui favorisent l'intégration sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition et assurent un taux de persévérance scolaire plus élevé chez les filles et les garçons. (A: Ressources transférées; C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées; N. Alimentation scolaire assurée)

3. Renforcer les capacités institutionnelles et fournir un appui pour stimuler les marchés de l'emploi et les moyens d'existence en milieu urbain et faciliter l'intégration socioéconomique des migrants vénézuéliens, des Colombiens retournant chez eux et des communautés d'accueil, avec la participation des femmes et des hommes sur un pied d'égalité, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien. (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

3.1. La population migrante vénézuélienne, les Colombiens retournant chez eux et les membres des communautés d'accueil bénéficient d'activités de renforcement des capacités et de transferts assortis de conditions qui leur permettent d'accéder à des possibilités d'emploi ainsi qu'à des options d'entrepreneuriat et à des moyens d'existence dans les zones rurales et urbaines qui contribuent à leur intégration socioéconomique, assurant ainsi la transition de l'assistance d'urgence à des moyens d'existence plus durables. (A: Ressources transférées; C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; D. Actifs créés; E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

3.2. Les populations migrantes et les communautés d'accueil bénéficient de stratégies d'éducation et de communication dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le but de prévenir la xénophobie et de renforcer l'intégration sociale. (E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

Effet direct stratégique 3: Les politiques, les capacités institutionnelles, les systèmes et les services publics au service de la promotion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'inclusion sociale sont renforcés sur le plan technique et les populations vulnérables ont accès à une alimentation suffisante et nutritive tout au long de l'année afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable jouant un rôle de catalyseur, en particulier l'objectif 2, avec l'appui du PAM et en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien.

Catégorie d'effet direct correspondante: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: Renforcement de la résilience

Hypothèses

Le Gouvernement colombien prend acte des capacités du PAM en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi que de préparation aux situations d'urgence.

Le rôle de la communauté internationale est clairement défini de manière à créer des synergies avec le gouvernement hôte à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable.

Le Gouvernement prend acte des capacités et de la valeur ajoutée du PAM en matière de mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire.

Les activités sont adaptées au contexte local et tiennent compte de la problématique hommes-femmes ainsi que de l'appartenance ethnique.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Taux de scolarisation

Score de consommation alimentaire

Seuil minimal de diversité alimentaire pour les femmes

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études

Valeur des services sous-traités à des prestataires de services locaux.

Activités et produits**4. Apporter un appui au Gouvernement et aux entités territoriales afin de renforcer leurs capacités et les stratégies visant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition, l'inclusion sociale, la formation du capital humain, et la capacité de préparation et d'intervention face à des chocs prévisibles ou inattendus. (Renforcement des capacités institutionnelles)**

4.1. Le Gouvernement colombien renforce ses capacités institutionnelles et les politiques, systèmes et services publics dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui visent les populations en situation de plus grande vulnérabilité, y compris en renforçant les stratégies et les programmes nationaux en faveur d'une protection sociale inclusive et en améliorant sa capacité de préparation et d'intervention pour faire face aux situations d'urgence et aux chocs imprévus. (A: Ressources transférées; C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités; K: Partenariats appuyés; M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

5. Fournir une assistance technique et un appui à la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire et de la politique correspondante ainsi qu'aux institutions connexes, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien. (Repas scolaires)

5.1. Les institutions et les politiques nationales sont renforcées et bénéficient d'un appui pour ce qui est de concevoir et de mettre en œuvre des interventions axées sur la santé et la nutrition à l'école qui permettent de répondre aux besoins nutritionnels des enfants d'âge scolaire et d'accroître les taux de scolarisation et de persévérance scolaire, et contribuent à la valorisation du capital humain du pays. (A: Ressources transférées; C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées; N: Alimentation scolaire assurée)

6. Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux populations en situation de vulnérabilité plus grande, y compris grâce au renforcement du système de protection sociale, en complément de l'action menée par le Gouvernement colombien. (Prévention de la malnutrition)

6.1. Les populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle adoptent des comportements et des habitudes sains pour prévenir la malnutrition et ont accès à des aliments nutritifs ou complémentaires qui permettent de diversifier leur régime alimentaire et de lui donner un caractère pérenne. (A: Ressources transférées; B: Aliments nutritifs fournis; E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateurs transversaux

C.2.1: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité

C.2.2: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité

C.2.3: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Indicateurs transversaux

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)				
	Résultat stratégique 4/ Cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ Cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ Cible 1 de l'ODD 2	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilégié	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	
Transferts	17 833 037	351 663 854	167 410 993	536 907 883
Mise en œuvre	3 773 996	25 353 839	15 485 099	44 612 934
Coûts d'appui directs ajustés	1 211 871	21 042 985	10 611 832	32 866 688
Total partiel	22 818 904	398 060 677	193 507 925	614 387 506
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 483 229	25 873 944	12 578 015	39 935 188
Total	24 302 133	423 934 621	206 085 940	654 322 693

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ODD	objectif de développement durable
PDET	programme de développement fondé sur une approche territoriale
PIB	produit intérieur brut
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts